



REPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES HYDRAULIQUES ET DE
LA PÊCHE

Commissariat Régional au Développement Agricole
De Sfax

Appel d'Offres National N° : 09/2024

Etude de Planification Stratégique d'Aménagement et de
Conservation des Terres Agricoles dans le gouvernorat de Sfax

- **Première partie : Introduction générale**
- **Deuxième partie : Cahier des Clauses Administratives
Particulières CCAP**
- **Troisième partie : Termes de référence techniques**
- **Annexes**

Avril 2024

SOMMAIRE

Première partie : Introduction générale	2
Deuxième partie : Cahier des clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)	5
disposition générales et règlement de l'appel d'offre	
Article 01 : Objectifs de l'Appel d'Offres	5
Article 02 : Définition et interprétation	5
Article 03 : Financement	5
Article 04 : Soumissionnaires admis à concourir – Eligibilité	5
Article 05 : Respect des conditions de l'Appel d'Offres	4
Article 06 : Contenu de l'Appel d'Offres	6
Article 07 : Eclaircissements, reproches ou requêtes aux documents de l'Appel d'Offres	6
Article 08 : Modifications apportées aux documents de l'Appel d'Offres	7
Article 09 : Frais de soumission	7
Article 10 : Langue de l'offre	7
Article 11 : Validité des offres	7
Article 12 : Forme et signature de l'offre	6
Article 13 : Moment de soumission et caractère des prix	7
Article 14 : Sous-traitance	7
Article 15 : Documents consultatifs des offres	8
Article 16 : Présentation et envoi des offres	11
Article 17 : Ouverture des offres	11
Article 18 : Evaluation et comparaison des offres	12
Article 19 : Notification-signature et enregistrement du marché	18
CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES	
Article 1: Parties contractantes	19
Article 2: Objet	19
Article 3: Nature de la mission du bureau d'études	19
Article 4: Etudes de base et obligation des parties	19
Article 05 : Délai pour l'établissement de l'étude	20
Article 06 : Date de commencement de l'exécution de l'étude	20
Article 07: Présentation et réception des documents	20
Article 08: Propriété et secret professionnel	21
Article 09: Rémunération du bureau d'études	22
Article 09: Rémunération du bureau d'études	22
Article 10: Montant du marché	22
Article 11: Nature des prix	22
Article 12: Retenue de garantie	22
Article 13 : Modalités de paiement	22
Article 14: Réception définitive	23
Article 15: Cautionnements	23
Article 16 : Pénalités de retard	24
Article 17 : Responsabilité du bureau d'études et assurance	24
Article 18 : Remplacement et agrément du personnel	24
Article 19 : Autorisation réglementaire	24
Article 20 : Résiliation du marché	24
Article 21 : Procédures de règlement des litiges	24

Article 22: Cas de force majeure	25
Article 23 : Election de domicile	25
Article 24 : Conditions générales	25
Article 25 : Enregistrement	25
Article 26 : Comptable Payeur	25
Article 27 : Nantissement	25
Article 28 : Validité du marché	26
Troisième partie : Termes de référence techniques	27
Article 01 : Objectifs de l'étude	27
Article 02 : Conception, approche méthodologique et moyens	27
Article 03 : Consistance et déroulement de l'étude	31
Article 04 : Rapports, livrables et chronogramme de l'étude	40
Article 05 : Formations et transfert de compétences	41
Article 06 : Ateliers et séminaires	41
Annexes	43

DISPOSITIOS GENRALES ET REGLEMENTATION DE L'APPEL D'OFFRES

Première partie : Introduction Générale

Dans un contexte national marqué par la rareté et la fragilité des ressources naturelles et le devoir d'assurer la protection et la conservation de ces ressources, la DGACTA a déployé beaucoup d'efforts dans la mise en œuvre de deux stratégies décennales (1990-2000, 2001-2011). Une panoplie d'ouvrages a été réalisée telles que les lacs collinaires, les Seuils en cours d'eau, les Banquettes, les Jessours, les Tabias, les Ouvrages de recharge des nappes et d'épandage des eaux des crues, etc. Ces réalisations ont été marquées par une évolution des approches d'intervention.

Une grande expérience a été acquise durant cette vingtaine d'années dans la lutte contre l'érosion hydrique, la conservation des sols et la mobilisation des eaux de ruissellement. De ce fait la TUNISIE s'est placée comme un pays leader dans ce domaine.

Après la réalisation de ses deux stratégies et dans un objectif d'améliorer sa manière d'intervention pour une gestion durable des ressources naturelles pour le développement des territoires ruraux, la DGACTA a évalué ses programmes décennaux précédents et a conçu sa troisième stratégie d'aménagement et de conservation des terres agricoles à l'horizon 2050. La vision à long terme de cette nouvelle stratégie est libellée comme suit :

«Des territoires ruraux prospères, ayant appuyé leur développement à la base d'une agriculture productive gérant durablement les ressources naturelles, et résiliente au changement climatique, établie grâce à des pratiques de CES orientées vers la production et mises en œuvre et partagées par les agriculteurs»

La troisième stratégie de l'ACTA est de nature à orienter les interventions du secteur de la CES pour une préservation et une gestion intégrée des ressources naturelles (eau, sol, couvert végétal, biodiversité), dans le cadre d'un développement territorial agricole et rural durable.

Les orientations stratégiques sont classées en trois catégories :

- Des orientations à caractère technique ;
- Des orientations qui revêtent un caractère transversal ;
- Et des orientations spécifiques.

Ces orientations ont été déclinées et régionalisées en sous-objectifs qui sont décrites comme suit :

Orientations à caractère technique

Orientation 1 : Protection et régénération physique des sols en priorité sur les zones à potentiel agronomique prouvé et amélioration de leur fertilité ;

Orientation 2 : Lutte contre le ravinement des bassins versants des grands barrages et des lacs collinaires destinés à être valorisés et amélioration des voies d'eau ;

Orientation 3 : Valorisation agricole et pastorale des aménagements de CES ;

Orientation 4 : Mobilisation de l'eau de ruissellement et augmentation du stockage de l'eau dans le sol, en surface et en profondeur (eau verte et nappe phréatique) ;

Orientation 5 : Contribution à la conservation de la biodiversité, à la protection et à l'amélioration de l'environnement en intégrant l'adaptation aux changements climatiques ;

Orientations transversales

Orientation 6 : Développement d'un savoir-faire commun ;

Orientation 7 : Amélioration de l'écoute des territoires ruraux défavorisés;

Orientation 8 : Mise en place d'une bonne gouvernance territoriale ;

Orientation 9 : Appui réglementaire à la mise en place d'aménagements des terres agricoles et à la protection des eaux et des sols ;

Orientations spécifiques

- Intégration des objectifs de la politique agricole : La nouvelle stratégie s'accorde avec les choix de la politique agricole ;
- Adaptation aux changements climatiques ;
- Protection de la biodiversité : Les actions menées dans le cadre de la CES vont contribuer à la préservation des écosystèmes. Des mesures pour services environnementaux vont être introduites dans la nouvelle stratégie.

Le mode d'intervention de la stratégie de l'ACTA préconise un mode d'intervention innovant à travers :

- La mise en place de Projet d'Aménagement et de Développement Intégré des Territoires (PADIT) porté par la population et faisant suite à une animation mise en place dans les zones prioritaires d'intervention ;
- L'intervention ponctuelle pour :
 - i. La réhabilitation d'ouvrages en ruine, si une structure gestionnaire des ouvrages est identifiée ;
 - ii. La réhabilitation ou réalisation des ouvrages de protection pour /par la population;
 - iii. La valorisation des compétences propres à l'ACTA au profit des institutions partenaires (sur budget hors ACTA).

Le territoire d'intervention sera adapté à la finalité recherchée et aux orientations spécifiques des projets mis en œuvre. L'intervention se fera sur la base de la sollicitation des populations locales désireuses de valoriser les atouts de leur territoire à travers des projets multisectoriels.

La troisième stratégie de l'ACTA préconise que la réalisation des travaux se fasse à travers :

- L'intervention en entreprise ;
- Des chantiers TUPHIMO (Travaux d'Utilité Publique à Haute Intensité de Main d'œuvre), à condition que ces derniers ne soient pas institutionnalisés et bénéficient d'un encadrement technique ;
- GDA ou association reconnue comme établissement public ;
- Agriculteurs.

Le secteur privé sera mobilisé au niveau d'actions individuelles au niveau parcellaire qui pourront bénéficier d'aides financières (subventions) et au moyen de Partenariat Public Privé (PPP) pour des actions de plus grande envergure.

Le plan décennal ACTA par gouvernorat constitue un outil puissant de planification des interventions pour atteindre les objectifs du secteur. Dans ce cadre, la Direction Générale de l'Aménagement et de la Conservation des Terres Agricoles (DGACTA) programme l'élaboration/l'actualisation de ses études stratégiques de planification des aménagements ACTA par gouvernorat

Le présent appel d'offres fait partie de la programmation de la couverture des gouvernorats du pays par ce type d'études et /ou l'actualisation des anciennes études de ce genre.

Deuxième partie : Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

Disposition générales et règlement de l'appel d'offre

Article 1 : Objet de l'Appel d'Offres

Le présent cahier des charges propose des termes de références administratifs et techniques pour la réalisation d'une étude de planification stratégique d'Aménagement et de Conservation des Terres Agricoles (ACTA) dans le gouvernorat de Sfax.

Article 2 : Définition et Interprétation

Sous réserve des exigences de contexte, il sera attribué aux termes rencontrés dans le dossier d'Appel d'Offres les significations suivantes :

- "*Marché*" : désigne le contrat passé entre l'acheteur public et le soumissionnaire.
- "*Administration ou Maître de l'Ouvrage*" c'est l'acheteur public : désigne le Commissariat Régional au Développement Agricole du gouvernorat de Sfax « CRDA de Sfax », qui sera chargé de contracter le marché en son nom.
- Le "*Soumissionnaire*" désigne le Bureau d'Etudes, ou le groupement de bureaux d'études participant à la concurrence pour des prestations de services objet du présent Appel d'Offres.

Article 3 : Financement

Les prestations objet de cet appel d'offres sont imputées sur le budget du programme national.

Article 4 : Soumissionnaires admis à concourir – Eligibilité

Le présent appel d'offres intéresse tous les bureaux d'études agréés, résidents en Tunisie et inscrits au système des achats publics en ligne (TUNEPS). Les concessionnaires non-inscrits peuvent s'inscrire avant la date limite de remise des offres.

Est admis à soumissionner tout bureau d'études ou groupement de bureaux d'études possédant toutes les garanties requises pour assurer dans les bonnes conditions l'élaboration du marché, ayant un personnel qualifié pour l'exécution de l'étude qui ont signés le cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité du Bureau d'Etudes suivant décision du Ministre de l'Equipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire en date du 09/02/2009 et qui ont l'agrément types A1 ou A2 ou B3 à titre individuel ou en groupement.

En cas de groupement entre Bureaux d'Etudes, la nature de l'association devra être clairement spécifiée « Conjoint et Solidaire » dont l'un des partenaires sera chef de file du groupement et le vis-à-vis du CRDA de Sfax.

N. B : Dans le cas d'une offre présentée par un groupement, l'offre doit inclure une copie de l'accord de groupement signé par tous les membres et enregistré à la recette des finances, chaque associé doit présenter un agrément conforme à celui demandé ainsi que toutes les pièces administratives demandées.

Article 5 : Respect des conditions de l'appel d'offres

Toute offre ne respectant pas les présentes conditions d'appel d'offres ou qui contient des réserves non levées sera rejetée.

Procédure en ligne (TUNEPS) : Le dossier administratif, l'offre technique et financière doivent être **exclusivement** remises à travers le système des achats publics en ligne TUNEPS sur le site web « www.tuneps.tn » à l'heure et la date limite de remise des offres. Au-delà de l'heure et la date limite de remise des offres, la procédure en ligne sera close et aucune offre ne pourra être acceptée.

Pour plus d'informations concernant l'enregistrement et la procédure d'achats publics en ligne «TUNEPS», vous pouvez contacter le centre de l'appel relevant de l'unité de l'achat public en ligne à la Haute Instance de l'Achat Public sur le numéro de tél 70 130 340 et le mail : tuneps@pm.gov.tn

Dès la publication de l'avis d'appel d'offres sur le système des achats publics en ligne, les soumissionnaires désirant participer au présent appel d'offres, pourront télécharger le cahier des charges à partir de ce système des achats.

Ils doivent aussi, valider et accepter le modèle de soumission et les modèles des pièces indiquées et contenus dans le système des achats.

Article 6 : Contenu du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres, qui définit les prestations de services faisant l'objet du marché, fixe les procédures d'appel d'offres et stipule les conditions du marché. Outre l'avis d'appel d'offres, le dossier comprend :

- Le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et annexes ;
- Les termes de références Techniques (TDRs) et annexes ;
- L'acte de soumission suivant modèle du dossier d'appel d'offres ;
- Le bordereau des prix et le devis estimatif ;
- Sous-détail des prix

Le soumissionnaire devra examiner toutes les instructions, modèles, conditions et spécifications contenues dans les documents d'appel d'offres. Le soumissionnaire assumera les risques d'une insuffisance des renseignements exigés par les documents de l'appel d'offres ou de la présentation d'une offre non conforme à tous égards aux exigences des documents d'appel d'offres. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

Le CRDA se réserve le droit de vérifier, par n'importe quel moyen, les informations données par le soumissionnaire.

Article 7 : Eclaircissements, reproches ou requêtes apportés aux documents d'appel d'offres

Tout soumissionnaire ayant besoin d'éclaircissements ou de connaître l'interprétation exacte de certaines parties des documents d'Appel d'Offres, doit en référer par un courrier électronique adressé à la CRDA de Sfax via TUNEPS en vue d'obtenir les éclaircissements et/ou additifs nécessaires avant la soumission et au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des offres.

Si les questions soulevées sont jugées fondées par la CRDA de Sfax, cette dernière pourrait décider d'en faire l'objet d'additif au dossier d'Appel d'Offres qui en deviendront alors partie intégrante. De plus, ces additifs et / ou éclaircissements seront transmis via TUNEPS à tous les soumissionnaires ayant téléchargé le dossier d'Appel d'Offres sur TUNEPS au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Aucune réponse ne sera faite à des questions verbales et toute interprétation des documents d'Appel d'Offres n'ayant pas fait l'objet de courrier électronique adressé aux soumissionnaires via TUNEPS de la part de CRDA de Sfax sera rejetée et ne pourra impliquer sa responsabilité.

Article 8 : Modifications apportées aux documents d'appel d'offres

A tout moment, avant la date fixée pour la remise des offres, le maître de l'ouvrage peut modifier le dossier d'appel d'offres en publiant un additif. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du dossier d'appel d'offres. Pour donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, le maître de l'ouvrage pourra reporter la date limite de remise des offres selon la réglementation en vigueur.

Article 9 : Frais de soumission

Le soumissionnaire paiera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'administration ne sera en aucun cas responsable de ces frais ni tenue de les payer, quelque soit le processus de déroulement du présent appel d'offres et quelque soit le résultat.

Article 10 : Langue de l'offre

L'offre préparée par le soumissionnaire ainsi que toutes les correspondances et tous les documents concernant l'offre, échangés entre le soumissionnaire et le maître de l'ouvrage, seront rédigés en langue française ou arabe.

Article 11 : Validité des offres

Les offres doivent être valables durant une durée de cent vingt (**120**) *jours* à compter du jour suivant la date limite de remise des offres fixée par le CRDA de Sfax.

Dans des circonstances exceptionnelles, l'administration peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité des offres.

Article 12 : Forme et signature de l'offre

L'offre sera signée par le soumissionnaire ou par une (ou des) personne(s) dûment autorisée(s) à obliger celui-ci. Cette autorisation fera l'objet d'une procuration écrite accompagnant l'offre.

Article 13 : Montant de soumission et caractère des prix

Les prix **proposés** par le soumissionnaire seront fermes et non révisables pendant toute la durée d'exécution du marché.

Les prix proposés par le soumissionnaire, présentés en hors taxes (HT) et en toutes taxes comprises (TTC), comprendront toutes les sujétions et charges y compris taxes, impôts et droits divers.

Le soumissionnaire indiquera, en toutes lettres et chiffres, le montant total en HT et en TTC de son offre tel qu'il ressort du détail estimatif.

Les prix devront être présentés dans le bordereau des prix et devis estimatifs, séparément en toutes lettres et chiffres.

Le détail estimatif sera complété par le soumissionnaire par application des prix du bordereau des prix aux quantités figurant sur le détail estimatif.

N.B. : En cas de discordance entre le prix figurant dans le bordereau des prix et celui donné dans le détail estimatif, le prix donné dans le bordereau des prix fera foi.

En cas de discordance entre le prix exprimé en toutes lettres et celui donné en chiffres, le prix exprimé en toutes lettres fera foi.

En cas d'erreurs, le montant figurant dans la soumission sera corrigé par le CRDA de Sfax. Le nouveau montant engagera le Soumissionnaire.

Article 14 : Sous-traitance

Aucune sous-traitance n'est permise dans le présent appel d'offres

Article 15 : Documents constitutifs des offres

La présentation des offres se fait suivant la procédure en ligne «TUNEPS». Chaque offre doit être constituée de l'ensemble des pièces administratives exigées, d'une offre technique, et d'une offre financière.

Le système des achats publics en ligne permet automatiquement lors de l'ouverture des offres, la vérification de la situation fiscale et l'affiliation à un régime de sécurité sociale.

15.1 Pièces administratives

Le dossier administratif est constitué des pièces ci-dessous énumérées :

N°	DOCUMENTS / APPELLATION	PROCEDURE EN LIGNE : TUNEPS OPERATION A REALISER
1	Une attestation relative à la situation fiscale prévue par la législation en vigueur;	Sera consulté en ligne via TUNEPS
2	Un certificat d'affiliation au régime de sécurité sociale ;	Sera consulté en ligne via TUNEPS
3	Un extrait d'affiliation au registre national des entreprises (RNE) valable à la date limite fixé pour la réception des offres ;	A ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS et à envoyer par rapide poste ou remise directement au bureau d'ordre central du CRDA à l'adresse indiquée sur l'avis d'appel d'offres.
4	Une déclaration sur l'honneur présentée par le soumissionnaire spécifiant son engagement de n'avoir pas fait et de ne pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influencer les différentes procédures de conclusion du marché et des étapes de son exécution (annexe 05);	A établir, à signer et à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS
5	Une copie scannée de cahier des charges relatif à l'exercice de l'activité du bureau d'études suivant décision du Ministre de l'Equipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire du 09/02/2009 et valable à la date limite de réception des offres (l'agrément types A1 ou A2 ou B3).	A ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS.
6	Délégation des pouvoirs et de signature ; (copie du pouvoir confié à la personne signant la soumission et l'offre financière par le bureau d'études) ;	A ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS.
7	En cas de groupement des bureaux d'études : - l'acte de groupement dument signé par tous les membres et enregistré à la recette des finances, chaque associé doit présenter un agrément conforme à celui demandé ainsi que toutes les pièces administratives demandées. - la désignation d'un représentant légal vis-à-vis le maitre de l'ouvrage	A signer et à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS

15.2 Offre financière

L'offre financière **doit être présentée obligatoirement à travers le système d'achat public «TUNEPS»**.

L'offre financière doit être libellée en **Dinar Tunisien**, Elle comprend les pièces ci-dessous énumérées :

N°	Désignation des documents	Procédure en ligne TUNEPS
1	La soumission dûment remplie, signée, datée et tamponnée (selon modèle ci-joint de l'annexe n°1);	A remplir et compléter le modèle en annexe et l'ajouter en pièce jointe sur le système TUNEPS avec indication du montant de l'offre.
2	Le bordereau des prix et devis estimatifs (<i>répartition du montant global de l'offre par phase</i>) dûment rempli en toutes lettres et en chiffres, paraphés à chaque page, signés, datés et tamponnés à la dernière page (conformément au modèle de l'annexe n° 02)	A remplir et compléter par les prix du soumissionnaire en lettres et en chiffres pour tous les articles et à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS
3	Sous-Détail des prix (annexe n° 03)	A remplir et compléter et à ajouter en pièces jointes sur le système TUNEPS

En cas de discordance entre le prix exprimé en toutes lettres et celui donné en chiffres, le prix exprimé en toutes lettres fera foi.

15.3 Offre technique

Les différents documents composant l'offre technique doivent être obligatoirement ajoutés au niveau de TUNEPS.

L'offre technique doit contenir essentiellement les documents suivants:

N°	Désignation des documents	Procédure en ligne TUNEPS
1	Approche et méthodologie de l'étude (article 15.3.1)	A établir par le soumissionnaire et les ajouter en pièces jointes au niveau de TUNEPS,
2	Les expert principaux : l'équipe des experts principaux que le soumissionnaire compte affecter pour la réalisation de l'étude avec diplôme et CV de chacun (voir article 15.3.2)	1. Remplir et signer les annexes 6 et 7 concernant les moyens humains que le soumissionnaire compte affecter pour la réalisation de l'étude avec copie du diplôme (pour un diplôme étranger, il faut fournir une copie de l'attestation d'équivalence), curriculum vitae détaillés des Ingénieurs et des Experts ; 2. Etablir une liste détaillée des études similaires effectuées par l'expert, en précisant le Maître d'ouvrage, l'objet de l'étude, le montant et la date de réalisation. 3. Et à ajouter en pièces jointes au niveau de TUNEPS.
3	Personnels d'appui (article 15.3.2) : Une liste des moyens humains comportant les noms de l'équipe proposée pour la réalisation des études dans le délai imparti, avec indication des tâches particulières pourront être confiées à chaque membre de l'équipe.	A établir par le soumissionnaire et les ajouter en pièces jointes au niveau de TUNEPS, le BE présentera une attestation de diplôme et un CV. <i>Chaque CV doit se limiter au plus à 2 pages et un seul CV doit être fourni par personne</i>
4	Moyen matériels (article 15.3.2) : Une liste des moyens matériels pour la réalisation des études conformément aux termes des références dans le délai imparti, accompagnée de justificatifs nécessaire.	A établir par le soumissionnaire et les ajouter en pièces jointes au niveau de TUNEPS, accompagnée de justificatifs nécessaire.
5	Expérience et références du bureau d'étude : liste détaillée des études similaires effectuées par le Bureau d'Etudes au cours des 10 dernières années , en précisant le Maître d'ouvrage, l'objet de l'étude, le montant et la date d'approbation (article 15.3.3)	A établir par le soumissionnaire et les ajouter en pièces jointes au niveau de TUNEPS, accompagnée de toutes les justifications nécessaires (PV de réception provisoire ou définitive ou tout autre document authentifié prouvant la réalisation du projet par le soumissionnaire.)
6	Planning détaillé de réalisation de l'étude - le chronogramme des tâches- le chronogramme d'emploi du personnel cadre.	A établir le planning, le signer et l'ajouter en pièces jointes au niveau de TUNEPS,

NB: le changement du contenu des CCAP ou TDRs ou autre document annexé et publier sur TUNEPS par le soumissionnaire lors de l'envoi de l'offre entraine le rejet systématique de l'offre

15.3.1 Conception et approche méthodologique

A rédiger par le soumissionnaire. Le bureau d'études présentera dans cette note aussi bien sa méthodologie d'élaboration de l'étude, les moyens qu'il mettra en œuvre pour l'exécution de l'étude ainsi que la programmation d'interventions des différents experts et personnels.

Dans cette note, le bureau d'études, justifiera la correspondance entre les objectifs de l'étude fixés dans les termes de référence techniques du dossier d'appel d'offres et la méthodologie qu'il propose ainsi que les moyens qu'il compte mettre en œuvre. Cette note doit reprendre les notes techniques des experts rédigées par chaque expert et complétées si nécessaire par le bureau d'études.

Dans cette note le bureau d'études indiquera aussi les méthodes, théories et les approches qu'il compte appliquer pour l'élaboration de l'étude, en précisant leurs références, leurs applications dans d'autres études et leurs intérêts pour la présente étude.

Dans cette note le bureau d'études indique la qualification, le nombre et la ou les tâches du personnel qui sera engagé et employé par le bureau d'études y compris bien entendu, les principaux experts chargés de la responsabilité de l'élaboration de l'étude .

Dans le programme d'intervention et la planification des différentes tâches et phases de l'élaboration de l'étude, le bureau d'études indique pour chaque expert et pour le personnel qui l'assistera, la durée et la (ou les) période(s) d'intervention.

Le bureau d'études veillera à faire employer le personnel chargé de l'élaboration de l'étude d'une façon optimale en particulier, l'intervention du personnel correspond réellement à leur propre charge (éviter les temps d'attente de chaque expert, pour l'exécution des tâches préalables à son intervention).

Cette note méthodologique et d'organisation des interventions fait l'objet d'une évaluation technique (voir évaluation technique des offres).

15.3.2 Besoin en ressources humaines et matériels

- a) Experts principaux :** Les experts principaux sont les collaborateurs dont leur participation est considérée nécessaire et essentielle à la réalisation des objectifs de l'étude. Leurs fonctions et leurs responsabilités sont définies dans les termes de référence techniques, ces experts font l'objet d'une évaluation lors de l'évaluation technique des offres (voir évaluation technique des offres).

Le soumissionnaire présentera son équipe d'experts comme suit :

1. Une liste nominative des experts ;
2. Pour chaque expert principal une attestation de diplôme et un CV. *Chaque CV doit se limiter au plus à 2 pages et un seul CV doit être fourni pour chaque poste identifié dans les termes de référence.* Les qualifications et l'expérience de chaque expert principal doivent correspondre, clairement, aux profils indiqués dans les termes de référence. Tous les experts principaux doivent être de nationalité tunisienne.
3. Déclarations de disponibilité selon le modèle (annexe 6), signées par chaque expert principal.
4. *Liste nominative des assistants de chaque expert (personnel d'appui) ;*
5. Répartition des tâches entre les différents intervenants (experts et assistants),
6. Liste des moyens matériels à mettre à la disposition des intervenants,
7. Planning prévisionnel des interventions du personnel et des moyens matériels à mettre à leur disposition.

N.B.:

- Chaque expert principal doit également s'engager à être disponible et désireux de travailler pendant l'intégralité de la période prévue de son intervention dans l'exécution du contrat, comme indiqué dans les termes de référence.

- Lorsqu'un expert principal n'est pas disponible au début prévu de ses activités, (après notification du marché), ou en cours de ses activités pour des raisons de convenance de l'expert ou de force majeure, le bureau d'études doit proposer dans la semaine suivante la date de déclaration du forfait de l'expert, [un autre expert de mêmes compétences ou meilleur](#). Si non, et si aucune autre solution à l'amiable n'est à envisager par le bureau d'études et qui soit approuvée par l'administration. Le marché sera résilié au tort du bureau d'études.

- L'administration ayant sélectionné un bureau d'études en partie sur la base d'une évaluation des experts principaux présentés dans l'offre, s'attend à ce que le contrat soit exécuté par ceux-ci. L'autorité contractante peut autoriser le remplacement d'un expert principal après la date ultime de remise des offres qu'en cas de report inattendu du début du marché indépendamment de la volonté du soumissionnaire ou exceptionnellement en cas d'incapacité d'un expert principal pour raison de santé ou en cas de force majeure ou d'autres circonstances justifiant un remplacement et n'ayant aucun effet sur le choix de l'offre.

Le souhait d'un soumissionnaire de faire recourt à un expert pour un autre projet ne sera pas accepté comme motif de remplacement d'un expert principal et sera considéré comme cas de désistement pour convenance personnelle de l'expert.

Les experts proposés feront l'objet d'une évaluation technique, si un ou plusieurs experts, ou toute l'équipe des experts est jugée techniquement non répondante aux termes de références technique du cahier des charges, l'offre correspondante sera éliminée.

b) Personnels d'appui : Si le soumissionnaire juge utile, des personnels d'appui peuvent consolider et appuyer les experts principaux dans des disciplines connexes au projet.

Le soumissionnaire présentera ces personnels d'appui comme suit:

1. Une liste nominative des **Personnels d'appui** ;
2. Pour chaque expert d'appui, le BE présentera une attestation de diplôme et un CV. *Chaque CV doit se limiter au plus à 2 pages et un seul CV doit être fourni par personne.*
3. Planning prévisionnel des interventions des experts d'appui et les moyens matériels à mettre à leurs dispositions.

c) Moyens matériels : Le soumissionnaire fournira une liste des moyens matériels pour la réalisation de cette mission.

Les pièces justificatives :

- Matériel roulant : copie de la carte grise certifiée conforme au cours des 2 mois précédents la date limite de remise des offres ou un engagement du soumissionnaire de mobiliser un véhicule tout terrain dans le cas où il sera déclaré adjudicataire.
- Autres équipements : facture d'acquisition ou engagement sur l'honneur de possession du matériel et équipement demandés.

15.3.3 Expérience et références du bureau d'études

Le bureau d'études indiquera son expérience dans l'élaboration des études de ce genre, [ou dans le domaine d'aménagement CES, approche de planification participative intégrés, PADITs ou dans des études de planification stratégique d'Aménagement et de Conservation des Terres Agricoles \(ACTA\).](#)

L'expérience du bureau d'études et du personnel qu'il compte employer pour l'élaboration de l'étude fait l'objet d'une évaluation technique. L'administration procédera à cette évaluation pour minimiser les risques de non aboutissement de l'engagement du bureau d'études. A cet effet, il est demandé:

- Une expérience minimum pour le bureau d'études de **cinq(05) ans**
- des moyens matériels et humains qu'il dispose, ces derniers seront énumérés et évalués.
- un siège social (même en colocation) pour l'exercice de ses activités, un personnel administratif permanent assurant au moins les activités du secrétariat du bureau.

Article 16 : Présentation et envoi des offres

Les offres doivent être envoyées en ligne via TUNEPS (www.tuneps.tn) avant la date et horaire limite de remise des offres fixés dans l'avis d'appel d'offres (**16/05/2024, à 10 Heure du matin**). Toute offre parvenue au CRDA de Sfax par voie postale ou remise directement au BOC sera rejetée

Cependant, et pour des considérations techniques, portant essentiellement sur le dépassement justifié de la taille prévue sur le système TUNEPS le soumissionnaire est tenu d'envoyer toutes les pièces justifiantes les annexes ou l'offre technique en hors ligne dans une enveloppe fermée portant le numéro de l'avis d'appel d'offre et les envoyer par voie postale et recommandée ou par rapide poste ou de les déposer directement au bureau d'ordre central du CRDA de Sfax, avant la date et horaire limite de remise des offres fixés dans l'avis d'appel d'offres.

L'enveloppe extérieure portant la désignation des prestations demandées, le numéro d'appel d'offres et la mention : « NE PAS OUVRIR Appel d'Offres N° 09/2024 Pour la **réalisation de l'étude de planification stratégique d'Aménagement et de Conservation des Terres Agricoles (ACTA) dans le gouvernorat de Sfax**. L'enveloppe extérieure doit être anonyme sans entête, ni sigle ou cachet du soumissionnaire.

Article 17 : CALANDRIER DE L'APPEL D'OFFRES

Les plis contenant l'extrait du registre national des entreprises doivent être envoyés par la poste et recommandés ou par rapide poste au nom de Monsieur le CRDA de SFAX rue commandant Béjaoui 3018 SFAX ou remise directe au bureau d'ordre central du CRDA de SFAX au nom de Monsieur le CRDA de SFAX. Le cachet du bureau d'ordre du CRDA de SFAX fait foi.

La date limite de réception des offres est fixée au **16/05/2024, à 10 Heure du matin**.

Article 18 : OFFRES HORS DELAIS

Lors de l'envoi le système TUNEPS crypte automatiquement l'offre. **L'envoi de l'offre se fait une seule fois**. L'offre ne sera décryptée que dans le délai prévu pour l'ouverture des offres.

L'accès au site est bloqué après la date limite de remise des offres

Article 19 : Ouverture des offres

L'ouverture des offres se tiendra à travers le système des achats publics en ligne, en une seule séance publique (ouverture des offres administratifs, techniques et financières à la fois) **le 16/05/2024 à 10 Heure 30 mn** du matin dans la salle des réunions de la commission d'ouverture des offres sise au CRDA de Sfax – Rue commandant Béjaoui à Sfax. La commission d'ouverture des offres peut, éventuellement, inviter par voie postale les soumissionnaires à fournir les pièces manquantes exigées, pour compléter les documents de leurs offres dans un délai prescrit, sous peine d'élimination de leurs offres.

Les offres qui ne seront pas adressées à travers le système des achats publics en ligne «**TUNEPS**» ou qui lui parviennent après le dernier délai de réception des offres ci-haut indiqué ou qui ne parviennent pas sous la forme demandée, ni de l'une des manières fixées, ne seront pas pris en considération et seront **considérés nuls et non avenus**.

Article 20: Evaluation et comparaison des offres

Le choix de l'adjudicataire se fera en tenant compte de l'offre évaluée la moins-disante qui doit avoir une note minimum égale à soixante-dix (70) points. La Commission d'évaluation des offres doit déterminer si le soumissionnaire dont l'offre est la « moins disante » a eu une note minimum égale à soixante-dix (70) points. Si ce soumissionnaire n'y répond pas, son offre sera rejetée et on passera à l'offre suivante

L'évaluation des offres sera effectuée en deux étapes :

20.1 Analyse et Evaluation Financière

Les offres financières seront classées par ordre croissant selon le montant global de l'offre en D.T (TTC). Et ce après vérification financière, qui consistera essentiellement à la vérification des prix totaux calculés à partir des détails des prix et des sous-détails des prix et du bordereau des prix et à la correction des erreurs qu'elle constate.

NB :

- **Les prix mentionnés dans le bordereau des prix unitaires primeront sur les prix du devis estimatif; les prix en toutes lettres primeront sur les prix indiqués en chiffres.**
- **le nombre total d'homme-mois pour chaque expert doit être le même dans le planning proposé dans l'offre technique et celui présenté dans l'offre financière (bordereau /devis estimatif).**

20.2 Evaluation Technique des Offres

En deuxième étape d'évaluations de la conformité des offres **techniques** au cahier des charges, Chaque «offre technique» sera évaluée et notée sur **100** points sur la base des critères détaillées ultérieurement. La commission d'évaluation procède à l'évaluation technique de l'offre la moins disante. Si cette dernière obtient une note technique égale ou supérieure à **(70/100)** (mentionnés ci- dessous) et répond aux clauses signalées éliminatoires, le soumissionnaire sera adjudicataire provisoire du marché. Sinon, la commission d'évaluation passe à l'évaluation de l'offre classée deuxième toute en suivant la même méthodologie d'évaluation et etc.....

Par le fait même du dépôt de leurs offres, les concurrents renoncent à toute réclamation, à tout recours et à toute demande d'indemnisation à quelque titre que ce soit concernant le jugement des offres. Le CRDA de Sfax peut ne pas retenir telle ou telle soumission sans avoir à justifier sa décision.

Evaluations techniques : L'évaluation technique de l'offre la moins disante, selon l'exigence des termes de références, pour cela, la commission d'évaluation procédera à la notification de l'offre technique de la manière suivante :

- 1) **Qualité et cohérence de l'approche méthodologique et Planning des activités et plan d'intervention du personnel (25 points)**
- 2) **Expérience et références du bureau d'études (10 points)**
- 3) **Personnel d'appui (2.5 points)**
- 4) **Moyens matériels (2.5 points)**
- 5) **Ressources humaines : l'équipe des experts principaux (60 points)**

20.2.1 Critères détaillés de l'évaluation technique des offres :

1) **Qualité et cohérence de l'approche méthodologique et Planning des activités et plan d'intervention du personnel : 25 points**

Le nombre total d'homme-mois pour chaque expert doit être le même dans le **planning** et dans l'offre financière (bordereau / devis estimatif).

L'évaluation de la qualité et la cohérence de l'approche méthodologique proposée par le bureau d'études est basée sur l'analyse des **quatre** critères suivants :

- Interprétation et compréhension des termes de référence de l'étude **(8 points)** ;
- Approche méthodologique pour le diagnostic et la priorisation des zones d'intervention **(6 points)** :
 - Qualité de l'approche méthodologique **(3 points)**
 - Cohérence de l'approche méthodologique avec les TDRs de l'étude **(3 points)**
- Approche méthodologique pour la conception et l'évaluation du plan d'aménagement **(6 points)** ;
 - Qualité de l'approche méthodologique **(3 points)**
 - Cohérence de l'approche méthodologique avec les TDRs de l'étude **(3 points)**
- Planning des activités et plan d'intervention du personnel (Plan de travail) : **5 points**
 - Qualité du plan de travail **(3 points)**
 - Cohérence du plan de travail avec les TDRs et la méthodologie présentée **(2 points)**

Une estimation du nombre d'homme-mois nécessaire pour l'exécution des tâches conformément aux termes de références, avec **planning** indiquant le temps à consacrer par chaque membre de l'équipe d'études (le Chef de Projet Aménagiste CES (**Ingénieur en CES ou en GR ou Hydraulique**), l'Ingénieur Agro-Pédologue, l'expert Agroéconomie, l'expert Géomatique) ainsi que les tâches qui lui sont confiées

2) **Expérience et références du bureau d'études : 10 points**

- **Ancienneté du bureau d'études (5 points)**
 - L'expérience minimum pour le bureau d'études est de **cinq(05) ans**. La notification de l'expérience du bureau d'étude sera comme suit : 0 point pour **une expérience inférieur à cinq ans**, 1point pour chaque année d'expérience supérieure ou égal à 5 ans, avec un maximum 5 points (**Justificatives : pièce justifiant la date de création de bureau**).

- **Les références du bureau d'études (5 points)**

- 03 études durant les 10 dernières années (du 01/01/2013 au 31/12/2023) (études d'aménagement CES ou **approche de planification participative intégrés ou PADITs**) ou une (01) étude de **planification stratégique d'Aménagement et de Conservation des Terres Agricoles (ACTA)**): **(5 points)**
- moins que 03 projets : **0 point**

Une fiche par projet présenté avec toutes les indications (une seule fiche représente un seul projet).

Justificatives : PV de réception ou attestation de bonne fin du maître de l'ouvrage ou tout autre document authentifié prouvant la réalisation du projet par le soumissionnaire.

3) **Personnel d'appui (2.5 points)**

Le bureau d'études devra présenter dans son offre en plus des exigences de l'étude (experts principaux), les moyens humains pour la mise en œuvre de l'étude :

- Le personnel d'appui : secrétaire, **personnel** d'appui aux experts principaux, etc.... **(2.5 points pour une liste complète avec justificatives, 1 point pour une liste moyenne, 0 point si la liste non fournie.**

Le soumissionnaire fournira une liste des moyens humains (**Personnel d'appui**).

4) **Moyens matériels (2.5 points)**

Le soumissionnaire fournira une liste des moyens matériels pour la réalisation de cette mission.

- Les moyens matériels : matériels roulants (**Véhicule tout terrain**), logiciel et matériels informatiques (**Ordinateur portable, Data-Chow, Caméra/appareil photo et GPS professionnel millimétrique**) **(2.5 points)**

Les pièces justificatives :

Matériel roulant : copie de la carte grise ou un engagement du soumissionnaire de mobiliser un véhicule tout terrain dans le cas où il sera déclaré adjudicataire.

Autres équipements : facture d'acquisition ou engagement sur l'honneur de possession du matériel et équipement demandés.

5) **Qualification du personnel à proposer (60 points)**

L'évaluation des experts se base sur la note qui leur sera attribuée, cette dernière représentée dans le modèle ci-dessous, dépend de:

- La qualification et la compétence : diplôme obtenu
- L'expérience professionnelle générale : nombre d'années d'expérience
- L'expérience professionnelle spécifique : nombre et pertinence des études réalisées par l'expert

L'équipe qui sera chargée de l'étude doit être composée comme mentionné ci dessous tout en spécifiant également la durée d'intervention de chaque personnel par **spécialité**:

- 1- **Aménagement CES (Chef d'Equipe)**
- 2- **Agro-Pédologue**
- 3- **Agroéconomie**
- 4- **Géomaticien**

L'équipe d'experts principaux exigée par le cahier des charges peut être consolidée et appuyée par autant de spécialistes et techniciens dans des disciplines connexes au projet, que le bureau d'études juge indispensables pour la bonne réalisation de l'étude.

Chaque expert présentera une note technique relative à son domaine d'intervention dans l'étude. Cette note sera intégrée à la méthodologie présentée par le bureau d'études. L'expert indiquera, sommairement, son approche d'intervention et sa compréhension des termes de références pour la bonne exécution de l'étude ainsi que la programmation indicative de son intervention dans le cadre de l'étude. Ces notes (au nombre des experts intervenants) seront approuvées par le bureau d'études, reprises, complétées, si besoin, coordonnées et reformulées dans la méthodologie présentée par le bureau d'études pour que celle-ci soit une entité intégrante de tous les aspects de l'étude et répondant aux objectifs recherchés des termes de références cités plus haut.

20.2.1.1. Chef d'Equipe/Expert Aménagiste CES :

L'expert(e) doit avoir une formation d'ingénieur en CES ou en Génie Rural ou en [Génie hydraulique](#) avec une bonne expérience dans la gestion de ressources naturelles et le développement rural agricole notamment en matière d'aménagement et de conservation des terres agricoles. Il doit maîtriser l'approche participative intégrée. Avec une expérience générale supérieure ou égale à **sept (07) ans**.

Il devrait par ailleurs avoir des compétences particulières dont :

- Excellente maîtrise de la langue française, à l'oral et à l'écrit.
- Capacité confirmée au travail en équipe
- Bonne aptitude à gérer la communication dans un contexte multisectoriel et multi-acteurs
- Maîtrise de la coordination d'une équipe pluridisciplinaire,
- Evaluation des projets de développement et de gestion des ressources naturelles,
- Evaluation et quantification des risques d'érosion,
- Elaboration des plans d'aménagements antiérosifs intégrés
- Elaboration des études hydrologiques des bassins versants.

20.2.1.2. Expert en Agro-Pédologie : Il doit avoir une formation d'ingénieur en sciences pédologiques ou agronomie, maîtrise en sciences de la vie et de la terre ou disciplines apparentées avec une expérience générale supérieure ou égale à **cinq (05) ans**.

Il doit avoir une connaissance solide dans le domaine de l'agronomie et la gestion des ressources naturelles.

Il doit également avoir les compétences particulières suivantes:

- Une excellente maîtrise de la langue française
- Diagnostic des différentes formes de la dégradation des sols ;
- Evaluation du risque de l'érosion hydrique ;
- Evaluation des potentialités et des contraintes édaphiques des sols en vue de développement agricole ;
- Classification des terres selon leurs vocations agricoles,
- Capacité confirmée au travail en équipe ;

20.2.1.3. Expert en agroéconomie : Il doit avoir une formation d'ingénieur en agroéconomie avec une expérience générale supérieure ou égale à **cinq (05) ans**.

Il doit également avoir les compétences particulières suivantes:

- Une excellente maîtrise de la langue française
- Capacité confirmée au travail en équipe ;
- Maîtrise des principes de l'approche participative et de l'analyse systémique,
- Analyse socioéconomique dans des projets de développement rural ;
- Maîtrise des outils et techniques d'animation rurale ;
- Evaluations des projets de développement ;

20.2.1.4. Expert en géomatique : Il doit avoir une formation universitaire de **3 ans au moins**, et faire preuve d'une expérience justifiée en géomatique, et une expérience générale pas moins **cinq (05) ans**.

Il doit avoir les compétences particulières suivantes :

- Une excellente maîtrise de la langue française
- Capacité confirmée au travail en équipe ;
- Conception des bases de données géo-spatiales et des modèles conceptuels des données,
- Cartographie numérique,
- Analyse spatiale multicritères,
- Traitement des images satellitaires

N.B. : CRITERES D'ELIMINATION :

Les conditions éliminatoires sont les suivantes:

- Les intervenants dont les diplômes ne sont pas conformes aux spécialités demandées.
- Les intervenants proposés pour plusieurs taches à la fois.

20.2.2. Notation des offres techniques : La commission procédera à l'évaluation des offres technique et la notation en fonction des critères détaillés ci avant, le tableau suivant récapitule l'évaluation des offres techniques :

Tableau d'évaluation

Critères d'évaluation technique	Max des points
1. Qualité et cohérence de l'approche méthodologique Planning des activités et plan d'intervention du personnel (Plan de travail)	25
1.1-Interprétation et compréhension des termes de référence de l'étude (8 points) :	8
1.2-Approche méthodologique pour le diagnostic et la priorisation des zones d'intervention (5 points) :	6
<ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité de l'approche méthodologique (3 points) ○ Cohérence de l'approche méthodologique avec les TDRs de l'étude (3 points) 	
1.3-Approche méthodologique pour la conception et l'évaluation du plan d'aménagement :	6
<ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité de l'approche méthodologique (3 points) ○ Cohérence de l'approche méthodologique avec les TDRs de l'étude (3 points) 	
1.4- Planning des activités et plan d'intervention du personnel (Plan de travail)	5
<ul style="list-style-type: none"> ○ Qualité du plan de travail (3 points) ○ Cohérence du plan de travail avec les TDRs et la méthodologie présentée (2 points) 	
2. Expérience et références du bureau d'études (10 points) :	10
<ul style="list-style-type: none"> ○ Ancienneté du bureau d'études (5 points) <ul style="list-style-type: none"> • 0 points si : expérience < 5 ans • 1 point pour chaque année d'expérience ≥ 5 ans (plafond 5 points) ○ références du bureau d'études (5 points) <ul style="list-style-type: none"> • 0 points si : Nombre d'études durant les 10 dernières années < 3 • 5 points si : Nombre d'études durant les 10 dernières années ≥ 3 ou minimum une (01) étude de planification stratégique d'Aménagement et de Conservation des Terres Agricoles ACTA. 	
3. Personnels d'appui (2.5 points)	2.5
<ul style="list-style-type: none"> • Les personnels d'appui : secrétaire, experts d'appui aux experts principaux, etc.... (plafond 2.5 points) 	

4. Moyens matériels (2.5 points)

<i>Moyens matériels</i>	<i>Le nombre demandé</i>	<i>Note attribuée</i>	<i>Pièces justificatives</i>
GPS professionnel millimétrique	01	0,5 pt	- 0 pt en cas d'absence des pièces justificatives
Caméra/appareil photo	01	0,5 pt	
Supports audio-visuels (Ordinateur portable, Data-Chow)	01	0,5 pt	
Logiciels	01	0,5 pt	
Véhicule tout terrain	01	0,5 pt	
Total	2.5 points		

5. Critères de l'évaluation des experts principaux	Max des points
--	----------------

1- Chef de projet: Aménagiste CES

Qualification et compétence (Ingénieur en CES ou en GR ou hydraulique) : <ul style="list-style-type: none"> 1 points si : Ingénieur 2 points si : Ingénieur plus master /doctorat 	2
Expérience professionnelle générale: <ul style="list-style-type: none"> 0 points si : expérience <7 ans 1 points si : 7 ans ≤ expérience ≤ 10 ans 2 points si : 10 ans < expérience ≤ 15 ans 3 points si : expérience > 15 ans 	3
Expérience professionnelle Spécifique thématique : Etudes Evaluation des projets de développement et de gestion des ressources naturelles, évaluation et quantification des risques d'érosion, élaboration des plans d'aménagements antiérosifs intégrés, élaboration des études hydrologiques des bassins versants, <ul style="list-style-type: none"> 0 points si : nombre d'étude < 5 1 points si : nombre d'étude = 5 1 points de plus pour chaque étude de plus (plafond 10 points) 	10
Maîtrise de la coordination d'une équipe pluridisciplinaire (étant chef de fil) <ul style="list-style-type: none"> 0 points si : nombre d'étude < 5 1 points si : nombre d'étude = 5 1 points de plus pour chaque étude de plus (plafond 5 points) 	5
Total 1: Chef d'équipe	20

2- Agro-pédologue	
Qualification et compétence : avoir une formation comme Ingénieur en sciences pédologiques ou agronomie, Maîtrise en sciences de la vie et de la terre ou disciplines apparentées <ul style="list-style-type: none"> 1 points si : Ingénieur 2 points si : Ingénieur plus master /doctorat 	2
Expérience professionnelle générale (5 ans) : <ul style="list-style-type: none"> 0 points si : expérience < 5 ans 1 points si : 5 ans ≤ expérience ≤ 10 ans 2 points si : 10 ans < expérience ≤ 15 ans 3 points si : expérience > 15 ans 	3
Expérience professionnelle Spécifique thématique : Diagnostic des différentes formes de la dégradation des sols ; évaluation du risque de l'érosion hydrique ; évaluation des potentialités et des contraintes édaphiques des sols en vue de développement agricole ; Classification des terres selon leurs vocations agricoles, <ul style="list-style-type: none"> 0 points si : nombre d'étude < 5 1 points si : nombre d'étude = 5 1 points de plus pour chaque étude de plus, avec un maximum de 10 points 	10
Total 2: Expert Agro-pédologue	15
3- Agroéconomiste	
Qualification et compétence : avoir une formation comme Ingénieur en agroéconomie <ul style="list-style-type: none"> 1 points si : Ingénieur 2 points si : Ingénieur plus master /doctorat 	2
Expérience professionnelle générale (5 ans) : <ul style="list-style-type: none"> 0 points si : expérience < 5 ans 1 points si : 5 ans ≤ expérience ≤ 10 ans 2 points si : 10 ans < expérience ≤ 15 ans 3 points si : expérience > 15 ans 	3
Expérience professionnelle Spécifique thématique : Etudes d'analyse et évaluation socioéconomique des projets de développement rural, l'approche participative ou l'analyse systémique, outils et techniques d'animation rurale, <ul style="list-style-type: none"> 0 points si : nombre d'étude < 5 1 points si : nombre d'étude = 5 1 points de plus pour chaque étude de plus (plafond 10 points) 	10
Total 4: Agroéconomiste	15
4- Géomaticien	
Qualification et compétence : avoir un diplôme universitaire de niveau supérieur (bac + 3 minimum) en géomatique: <ul style="list-style-type: none"> 1 points si : bac + 3 2 points si : si bac + 5 et plus master /doctorat 	2
Expérience professionnelle générale (5 ans) : <ul style="list-style-type: none"> 0 points si : expérience < 5 ans 1 points si : 5 ans ≤ expérience ≤ 10 ans 2 points si : expérience > 10 ans 	2
Expérience professionnelle Spécifique thématique : Etudes conception des bases de données géo-spatiales et des modèles conceptuels des données, analyses spatiales et cartographie numérique <ul style="list-style-type: none"> 0 points si : nombre d'étude < 3 1 points si : nombre d'étude = 3 1 points de plus pour chaque étude de plus avec un maximum de 6 points, 	6
Total 5: Géomaticien	10
Total des experts principaux :	60

Justifications :

- Diplôme
- CV portant la mention « **étude de planification stratégique ACTA dans le gouvernorat de Sfax** », signé par l'expert -signature légalisé-
- Des fiches explicatives des projets étudiés, signées obligatoirement par l'intéressé -signature légalisé

20.2.3 Grille d'évaluation des offres techniques

La note finale attribuée à l'offre technique sera donc la somme de la note attribuée à la qualité et cohérence de la méthodologique, expérience du bureau d'étude, planning des activités et plan d'intervention du personnel, structure d'appui et outils et celle affectée à la qualification des experts principaux. Si l'offre technique a obtenu **le score minimum de 70 points**, il sera jugé conforme au cahier des charges et donc acceptable techniquement. Dans le cas contraire, c'est-à-dire l'offre technique a obtenu une note **inférieure à 70 points**, elle sera jugée non conforme et **sera rejetée et par conséquent le rejet de l'offre en sa totalité.**

Critères d'évaluation technique	Notation
1. l'approche méthodologique et Planning	25 points
2. Expérience et références du bureau d'études	10 points
3. Personnel d'appui	2.5 points
4. Moyen matériel	2.5 points
5. Qualification des experts principaux	60 points
a. Aménagiste CES Chef de projet	20 points
b. Expert Agro-pédologue	15 points
c. Agroéconomiste	15 points
d. Géomatique	10 points
Note totale	100 points

Critères d'élimination :

Les conditions éliminatoires sont les suivantes :

- Les experts ayant un niveau de formation moins que bac + 4 ans à l'exception du géomaticien(Bac +3).
- Les experts dont les diplômes ne sont pas conformes aux spécialités demandées.
- Les experts proposés pour deux spécialités à la fois.
- L'offre technique qui n'a pas obtenu le score minimum de **70 points**.

20.3 Attribution du marché : Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a proposé l'offre financière la moins disante et qui a obtenu au moins une note technique supérieur ou égal à **70/100**.

Article 21 : Notification – signature et enregistrement du marché

Le CRDA de Sfax doit informer l'adjudicataire provisoire de l'attribution du marché par correspondance.

Le marché doit être conclu et notifié au titulaire avant tout commencement de l'exécution de l'étude à travers **une correspondance officielle**.

Le marché ne peut être signé qu'après l'expiration d'un délai de cinq (05) jours ouvrables à compter de la date de la publication de l'attribution.

Le titulaire du marché est tenu d'enregistrer le marché et de présenter un cautionnement définitif dans **un délai maximum de 20 (vingt) jours** à partir de la notification.

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

CHAPITRE I : OBJET DE LA MISSION DU BUREAU D'ETUDES

Article 1: Parties contractantes

Entre les soussignés :

- Le **CRDA** de Sfax désigné "Maître de l'Ouvrage" ci-dessous et dans les documents d'appel d'offres, et qui désignera un "représentant" pour l'exécution du marché, d'une part;

Et,

- Le **Bureau d'Etudes** représenté par
ci-dessous désignée " **le soumissionnaire** ", d'autre part.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 2 : Objet

Le présent marché passé entre le CRDA de Sfax, et le Bureau d'Etudes a pour objet la réalisation **de l'étude de planification stratégique ACTA dans le gouvernorat de Sfax** conformément aux termes de références techniques. Les prescriptions administratives et financières qui s'appliquent à ce marché, sont décrites ci-dessous.

Article 3: Etudes de base et obligations des parties

- Le CRDA de Sfax mettra à la disposition du Bureau d'Etudes les documents à caractère général en sa possession relatifs aux études qui font l'objet du présent marché. Le Bureau d'Etudes doit les conserver et les restituer en bon état à la fin des études.
- Le Bureau d'Etudes est tenu de fournir d'une façon professionnelle, les prestations décrites dans le présent marché et se déclare libre de toutes restrictions légales et/ou de toutes obligations envers des tiers qui pourraient restreindre en tout ou en partie l'exécution de ses obligations.
- Le chef de projet représentera le Bureau d'Etudes auprès du CRDA et sera responsable de l'ensemble des agents du Bureau d'Etudes (y compris les sous-traitants) et de leurs interventions.
- Le chef de projet ne pourra être remplacé qu'en cas de force majeure ou à la demande du CRDA.
- Le Bureau d'Etudes effectuera pour le besoin de l'étude toute prestation jugée nécessaire conformément aux Termes de références, aux règles de l'art et dans les délais impartis.
- Seront à la charge du Bureau d'Etudes tous travaux de reconnaissances et d'essais nécessités par l'étude.

Article 4 : Délai pour l'établissement de l'étude

La durée opérationnelle de l'établissement de l'étude est fixée à **trois cent (300) jours**.

Ce délai sera réparti comme suit:

Phase 1 : Diagnostic

Diagnostic de l'analyse de la situation actuelle avec la méthodologie à adopter durant l'étude: **120 Jours**.

Début : ordre de service de commencement des études,

Fin : dépôt de la version définitive du dossier de la phase 1 et PV d'approbation.

Phase 2 : Priorisation

Priorisation des zones d'intervention ACTA: **60 Jours**.

Début : ordre de service de commencement de la phase 2,

Fin : dépôt de la version définitive du dossier de la phase 2 et PV d'approbation.

Phase 3 : Planification et évaluation

Planification et d'évaluation du plan d'action ACTA (cartes comprises + notes conceptuelles des futurs PADITs): **120 Jours**.

Début : ordre de service de commencement de la phase 3,

Fin : dépôt de la version définitive du dossier de la phase 3 et PV d'approbation.

Ce délai ne tient pas compte du temps mis par l'administration pour l'examen et la validation des rapports de l'étude, soit à titre indicatif vingt (20) jours pour chaque rapport.

Article 5 : Date de commencement de l'exécution de l'étude

Les prestations seront **commencées à compter du jour suivant la date de notification de l'ordre de service de commencement d'exécution** de l'étude émis par le CRDA de Sfax.

ARTICLE 6: Présentation et réception des documents

Le Bureau d'Etudes travaillera en étroite collaboration avec le CRDA de Sfax, lequel sera constamment mis au courant sur l'état d'avancement des différentes prestations prévues au marché. A cet effet, il soumettra au CRDA de Sfax un compte rendu mensuel de deux pages au maximum sur l'avancement des prestations, le respect du planning d'exécution des **différentes phases du projet**, les contraintes rencontrées et les mesures prises pour les lever, etc. Ce rapport sera transmis par note écrite, et par courrier électronique.

Le CRDA de Sfax peut demander au bureau d'études à chaque fois qu'elle jugera nécessaire une présentation de l'avancement de l'étude, au cours d'une réunion qui groupera les spécialistes matières de la DGACTA et des CRDA.

1. Pour les différentes phases de l'étude, un rapport provisoire sera présenté au CRDA de Sfax pour approbation. Le CRDA communiquera au Bureau d'Etudes pour chaque mission son avis et ses remarques dans **un délai de 20 jours** qui n'est pas inclus dans le délai contractuel. Un autre délai de **20 jours** est donné au Bureau d'Etudes pour la remise des documents en édition définitive. Ce dernier délai est compris dans le délai contractuel du marché.
2. L'approbation effective des documents interviendra automatiquement **20 jours** après contrôle par le CRDA des documents remis en édition définitive, à moins qu'ils n'aient été, entre-temps, retournés pour mise en conformité avec les documents approuvés en édition provisoire, ou qu'un nouvel examen en ait décelé des lacunes ou des erreurs et qu'il y ait lieu de compléter ou de corriger.

3. Les rapports et les notes de synthèse seront fournis en :
- Rapports de la phase1: 05 exemplaires en édition provisoire et 10 exemplaires en édition définitive (sous phase 1) et 05 exemplaires en édition provisoire et 10 exemplaires en édition définitive (sous phase 2).
 - Rapports de la phase 2: 05 exemplaires en édition provisoire et 10 exemplaires en édition définitive.
 - Rapports de la phase 3: 05 exemplaires en édition provisoire et 10 exemplaires en édition définitive.
4. Les documents originaux (notes de calcul, pièces écrites, ... etc.), seront remis pour archivage au CRDA de Sfax qui en sera constitué séquestre. De même, tous les documents seront remis au CRDA de Sfax sur support informatique (CD, etc...) et sous format acceptée par le CRDA. La réception du marché sera tributaire de la remise de tous ces documents (originaux et sur supports informatiques).
5. Après remise des documents en édition provisoire et après avoir examiné ces documents, le CRDA de Sfax doit inviter le Bureau d'Etudes à une réunion de discussion des rapports présentés. Lors de cette réunion le CRDA réserve le droit d'exiger la présence de toute l'équipe chargée de l'étude (référence : l'offre du Bureau d'Etudes y compris les sous-traitants et experts chargés des études spécifiques). De même, le Bureau d'Etudes doit préparer des supports visuels (Ordinateur portable, Data-Chow, etc...) sur la méthodologie, la conception, les résultats, etc... des études qu'il a réalisé. Au cours de cette réunion, il sera établi un procès verbal (PV) d'examen du rapport provisoire. Le PV mentionnera l'engagement du Bureau d'Etudes de prendre en compte les différentes remarques dans l'établissement du rapport définitif qui sera adressé au CRDA dans un délai de vingt (20) jours à partir de la date de la réunion.

Les documents à fournir dans le cadre de ce marché sont :

- Rapports des phases 1,2 et 3 et ce conformément aux termes de références;
- Plans et cartes spécifiés par les termes de références;

ARTICLE 7: Propriété et secret professionnel

Le Bureau d'Etudes n'a pas le droit de diffuser des informations à toute personne étrangère au CRDA.

De même, le Bureau d'Etudes s'engage à exiger de son personnel qu'il observe pendant tout le délai d'exécution du présent marché et après son expiration la discrétion la plus absolue à l'égard de tout fait, information ou document dont il aura eu connaissance en raison de l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de celles-ci, étant précisé que les études réalisées par le Bureau d'Etudes sont propriété exclusive du CRDA de Sfax.

CHAPITRE -II- DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 8: Rémunération du bureau d'études

La rémunération du Bureau d'Etudes sera effectuée après approbation effective de chacune des trois phases par le CRDA conformément à l'article 7 (présentation et réception des documents).

Toute variation engendrant un dépassement plus que de 20% du montant total du marché fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 9: Montant du marche

Le montant total du marché est fixé à.....
Dinars TTC (.....DT TTC).

La répartition de ce montant par phase d'étude est comme suit :

☒ **Phase 1:**

Diagnostic et analyse de la situation actuelle avec la méthodologie à adopter durant l'étude :

..... Dinars en TTC (.....DT TTC)

☒ **Phase 2:**

Priorisation des zones d'intervention ACTA:

..... Dinars en TTC (.....DT TTC)

☒ **Phase 3 :**

Détermination d'une planification et évaluation du plan d'action ACTA (cartes comprises + notes conceptuelles des futurs PADITs):

.....Dinars en TTC (.....DT TTC)

ARTICLE 10: Nature des prix

Les prix doivent comprendre toutes les sujétions et les charges nécessaires à l'exécution du marché. Ils comprendront tous les frais du personnel, charges sociales, assurances, frais généraux, frais du déplacement, taxes et impôts autre que la TVA, et bénéfices, etc

Les prix sont considérés fermes et non révisables durant toute la période d'exécution du marché.

ARTICLE 11: Retenue de garantie

Il sera prélevé une retenue de dix pour cent (10 %) sur le montant des prestations réalisées (sur chaque facture) comme garantie de la bonne exécution et qui sera libérée après accomplissement de toutes les obligations et ce à l'expiration du délai de trois mois à partir de la date de la réception de l'étude.

ARTICLE 12: Modalité de paiement

Le mandatement des factures s'effectuera en dinars tunisiens en Toutes Taxes .Après service fait et réceptions des rapports approuvés par phase.

Le mandatement des sommes dues au titre du marché doit intervenir dans un délai maximum de **trente (30) jours** à compter de la date de la constatation des droits à acomptes ou paiement pour solde. Il interviendra par virement au compte ouvert par le Bureau d'Études.

Les montants indiqués par les soumissionnaires s'entendent pour l'exécution selon les règles de l'art, sans restriction ni réserve d'aucune sorte de toutes les études décrites et définies dans les pièces contractuelles constituant le marché.

Le Bureau d'études déclare avoir inclus dans son montant toutes les dépenses et tous les frais nécessaires à l'achèvement complet de l'étude.

Les études et les services faits seront réglés par application, aux quantités effectivement réalisées et acceptées par le CRDA, des prix unitaires du bordereau de prix.

Le règlement se fera en Dinars tunisiens par virement au compte du Bureau d'Études dans une Banque Tunisienne, comme suit :

- 90 % du montant des prestations (pour chaque **phase** de l'étude conformément au cahier des charges et termes de références) après approbation et présentation d'une facture commerciale en **Cinq (05) exemplaires**.
- 10 % du montant des prestations (pour chaque mission de l'étude conformément au cahier des charges et termes de références) après un délai **de trois mois** à partir de la date de la réception de l'étude (retenue de garantie).

ARTICLE 13 : Réception de l'étude

La réception de l'étude sera déclarée après accomplissement de toutes les prestations prévues par le marché et après approbation de la dernière phase de l'étude et lorsque Le Bureau d'Etudes aura satisfait à toutes les conditions imposées par le marché. Il sera établi un procès-verbal de réception des études objet de la mission qui sera signé par le Bureau d'Etudes, l'arrondissement CES et la commission de réception des projets au niveau du CRDA.

ARTICLE 14: Cautionnement définitive

Dans un délai maximum de 20 jours à partir de la date de remise du contrat du marché au soumissionnaire retenu pour signature et approbation, le Bureau d'Etudes retenu définitivement, doit présenter **un cautionnement définitif d'un montant égal à trois pour cent (3 %) du montant total en TTC du marché**.

Le cautionnement définitif reste affecté à la bonne exécution du marché et demeurera valable jusqu'à la réception de l'étude. Il sera libellé sous la forme d'une garantie bancaire mise par une banque tunisienne agréée par le Ministère des Finances. Cette garantie bancaire doit être enregistrée dans la recette de finance.

ARTICLE 15 : Pénalités de retard

En cas de retard par rapport au délai d'exécution de l'étude au niveau de **chaque phase**, et sauf cas de force majeure dûment justifié, le Bureau d'Etudes sera pénalisé de **1/1000^{ème}** du montant global définitif de **chaque phase** par jour calendaire de retard.

Le calcul des jours de retard sera effectué pour chaque phase à part. Le cumul des pénalités engendrées est **plafonné à 5 %** du montant global définitif du marché. Passé cette limite, le CRDA aura droit à la résiliation du marché aux risques et périls de Bureau d'Etudes.

ARTICLE 16 : Responsabilité du bureau d'études et assurance

Le Bureau d'Etudes est responsable des conséquences d'omissions ou d'erreurs commises dans l'élaboration des études. Il doit contracter une assurance couvrant les dommages à verser au CRDA au titre de sa responsabilité engagée en tant que Bureau d'Etudes.

ARTICLE 17 : Remplacement et agrément du personnel

Le CRDA de Sfax se réserve le droit de retirer son agrément et d'exiger le remplacement de tout personnel, dont il sera reconnu que le comportement ou la compétence technique serait de nature à porter préjudice à la bonne marche de la mission objet du présent marché.

Les demandes d'agrément du personnel remplaçant devront être accompagnées d'un curriculum vitae détaillé de l'intéressé faisant ressortir ses diplômes, ses qualifications et son expérience professionnelle.

ARTICLE 18 : Autorisation réglementaire

En cas de recours dans son équipe de spécialistes à des fonctionnaires de l'Etat Tunisien, le Bureau d'Etudes doit présenter une autorisation réglementaire fournie par l'employeur et permettant la participation de la personne concernée à l'équipe du Bureau d'Etudes, et ce conformément aux dispositions du décret N° 95-83 du 16 Janvier 1995.

ARTICLE 19 : Résiliation du Marché

Au cas où le titulaire du marché n'a pas rempli ses obligations, (n'a pas respecté le délai contractuel ou a manifesté une carence technique lors de l'exécution...) l'administration se réserve le droit de résilier, au tord du titulaire du marché, purement et simplement le contrat à n'importe quelle phase de l'étude, et de faire achever l'étude par tous moyens à sa convenance ou de l'arrêter.

La résiliation peut également être prononcée s'il a été établi que le titulaire du marché a failli à l'engagement, objet de la déclaration, de ne pas faire par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influencer les différentes procédures de conclusion du marché et des étapes de son exécution.

Toutefois, toute résiliation, ne pourra avoir lieu qu'après une mise en demeure au bureau d'études restant sans effet durant quinze jours. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnité au profil du bureau d'études.

ARTICLE 20 : Procédures de règlement des litiges

Tout litige pouvant survenir durant l'exécution du marché et qui ne sera pas tranché à l'amiable, sera de la compétence des tribunaux de Sfax.

ARTICLE 21 : Cas de force majeure

Sont considéré comme cas de force majeure toutes circonstances indépendantes de la volonté des parties intervenant après la notification du marché en empêchant l'exécution dans des conditions normales.

Sont indépendantes de la volonté des parties au vu de cette clause, toutes les circonstances qui ne résultent pas d'une faute de la partie qui les convoque, qui lui sont extérieures et que celle-ci ne peut surmonter avec une diligence raisonnable.

Elles s'étendent également aux effets des forces naturelles que le Bureau d'Etudes ne pouvait pas raisonnablement prévoir ni éviter (tels qu'inondations ou tremblements de terre à l'emplacement des études). Tous les cas de force majeure doivent être signalés par écrit au CRDA dans un délai de quinze (15) jours. Passé ce délai, le Bureau d'Etudes n'est plus admis à réclamer.

Les cas de force majeure ne sont pris en considération que si leur incidence sur le marché est effective.

ARTICLE 22 : Election de domicile

Pendant le délai d'exécution du marché le Bureau d'Etudes élit le domicile suivant :

Toutes les communications et notifications seront valablement adressées par le CRDA à ce domicile.

ARTICLE 23 : Conditions générales

Le présent cahier des charges particulières fait partie intégrante du marché d'étude.

L'échange de notes entre le bureau d'études et l'administration est considéré correspondance officielle engageant la responsabilité de chaque partie.

Le décret n° 1039 du 13/03/2014 et les textes et qui l'ont modifié ou complété constituent le cadre général de l'exécution du marché relatif au présent appel d'offres.

Article 24 : Enregistrement

Les frais d'enregistrement du marché à conclure sont à la charge du Bureau d'Etudes retenu.

Les pièces à enregistrer sont le contrat du marché, le CCAP, les TDRs, l'offre financière et toutes pièces de l'offre techniques jugées en relation directe avec l'exécution du marché.

ARTICLE 25 : Comptable Payeur

Le comptable payeur est l'agent comptable du CRDA de Sfax.

ARTICLE 26 : Nantissement

Le Bureau d'Etude sera admis à bénéficier du nantissement conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 27 : Mise en vigueur du marché

Le marché à conclure avec le bureau d'études ou soumissionnaire retenu ne sera valable qu'après approbation de Monsieur le CRDA de Sfax sur avis favorable de la commission des marchés compétente.

Dressé Le.....

Lu et accepté :Le.....

**Par le Chef d'Arrondissement CES
Belguesmi Leila**

Le Soumissionnaire

Vérifié: Le.....

**Par le chef de division RPS
HAMED CHERIF**

Vu et approuvé : Le.....

**Par le Commissaire Régional au Développement
Agricole de Sfax
TAHAR MBARKI**

Troisième partie : Clauses Techniques Particulières

TERMES DE REFERENCE TECHNIQUES

Les termes de références techniques mentionnées ci-après s'appliquent pour chaque étude.

Article 1 : Objectifs de l'étude : L'objectif de l'étude de planification stratégique ACTA est d'orienter les pratiques de l'aménagement et de conservation des terres agricoles à travers une gestion intégrée des ressources naturelles (eau, sol, couvert végétal, biodiversité) pour un développement territorial durable dans un contexte de changement climatique. L'étude sera donc un support de développement agricole régional et un outil de travail à mettre en œuvre par le CRDA de Sfax.

Cette étude vise à établir l'état des lieux des ressources naturelles, analyser le contexte socioéconomique, identifier les interactions entre le milieu physique et anthropique, dégager les opportunités de développement dans le gouvernorat et concevoir un plan d'ACTA.

L'élaboration du plan décennal ACTA, doit s'aligner aux orientations stratégiques déjà énoncé (voir introduction) et tenir compte des politiques et des processus de développement régional.

Le travail du bureau d'étude sera fondé sur la mise en œuvre d'un processus de concertation et d'échange garantissant la participation engageante des différents acteurs de développement à l'échelle régionale. Ce processus de concertation permettra de:

- Assurer la cohérence des interventions ACTA avec les projets de développement envisagés dans le gouvernorat,
- Garantir l'insertion du plan d'ACTA dans la planification de développement régionale,
- Prévoir les impacts socio-économiques et environnementaux des futures interventions ACTA.
- L'étude devra répondre aux objectifs spécifiques techniques suivants :
 - ✓ Protection et régénération physique des sols en priorité sur les zones à potentiel agronomique prouvé, et amélioration de leur fertilité ;
 - ✓ Lutte contre le ravinement sur les bassins versants des grands barrages et des lacs collinaires destinés à être valorisés et amélioration des voies d'eau ;
 - ✓ Valorisation agricole et pastorale des travaux ACTA ;
 - ✓ Mobilisation de l'eau de ruissellement et augmentation du stockage de l'eau en surface et dans le sol (eau verte et eau bleu) ;
 - ✓ Contribution à la conservation de la biodiversité, à la protection et à l'amélioration de l'environnement en intégrant l'adaptation aux changements climatiques.

L'étude se réalisera selon le mode d'intervention innovatrice préconisé par la stratégie ACTA horizon 2050 (voir introduction générale)

Article 2 : Conception, approche méthodologique et moyens : Le bureau d'étude est appelé à formuler la méthodologie adéquate possible pour la mise en œuvre, et éviter de reproduire les TDRs tel que présentés dans l'appel d'offre. Tout apport et innovations dans la méthodologie proposée sera pris en compte dans l'évaluation de l'offre. Le bureau d'études doit synthétiser sa méthodologie dans un cadre logique complet et bien claire.

Et pour répondre aux objectifs ci hauts mentionnés, le bureau d'études devra :

- Présenter un cadre logique de son intervention ;
- Dégager l'état de la dégradation des ressources naturelles dans le gouvernorat (eau, sol et couvert végétale) et établir une situation de référence ;
- Diagnostiquer et Analyser le contexte socio-économique et ressortir l'interaction avec le milieu physique ;
- Analyser l'aspect genre et identifier les difficultés et les obstacles confrontés par les femmes en milieu rurale
- Orienter les interventions vers la préservation des ressources naturelles contre toute forme de dégradation (notamment l'érosion) et la valorisation des aménagements CES ;
- Déterminer les mesures adéquates à appliquer pour lutter efficacement contre l'érosion en tenant compte des spécificités régionales en matière d'ACTA et du savoir-faire local ;
- Proposer des techniques de mobilisation des ressources en eau de surface, de recharge des nappes et de l'épandage des eaux de crues ;
- Déterminer les mesures nécessaires pour améliorer la fertilité des sols par les pratiques CES ;
- Proposer des actions possibles pour réduire le transport des sédiments et protéger les infrastructures en aval ;
- Prendre en considération la carte de protection des terres agricoles à l'échelle gouvernorat.
- Ressortir la déclinaison des propositions d'aménagement et conservation des terres agricoles avec les engagements internationaux de la Tunisie en matière des ODDs, CDN Tunisie, SNBCRCC, LCD, etc.)
- Dans son intervention, le bureau d'étude :
 - ✓ Adopte l'approche participative à différentes échelles de façon à concilier entre les orientations stratégiques ACTA, les politiques de développement régionales et les besoins des populations concernées dans une perspective de développement intégré et durable ;
 - ✓ Etre à l'écoute des préoccupations de la population et favoriser l'organisation paysanne dans des projets d'aménagement et développement territoriale.
 - ✓ Prévoir les impacts socio-économiques et environnementaux du Plan ACTA.
 - ✓ Concevoir un prototype d'évaluation du plan ACTA en relation avec la Gestion par Objectif (indicateurs, fréquence de mesure, moyen matériel et humain nécessaire, etc.) tout en mettant en relief la déclinaison du plan ACTA avec les stratégies et les programmes existants en matière du changement climatiques, lutte contre la désertification, les ODDs...

Il revient aux soumissionnaires de proposer la méthodologie qui leur semble la plus adéquate pour répondre de la manière la plus approfondie et efficace aux objectifs de l'étude. La méthodologie devra détailler les aspects suivants :

- La collecte des données;
- Le diagnostic et les outils d'analyse ;
- Les approches adoptées ;

- La priorisation des zones d'intervention ;
- L'élaboration du plan d'aménagements CES ;
- L'évaluation du plan d'aménagements CES ;
- Etc.

2.1. Qualité et cohérence de l'approche méthodologique : Toute remarque relative aux termes de références techniques est importante pour l'enrichissement de l'étude, et elle reflète le degré de compréhension de l'appel d'offre.

Le soumissionnaire est explicitement encouragé à donner son point de vue sur les TDRs de l'étude, et a présenté des éventuelles améliorations.

La qualité et la cohérence de la méthodologie proposée par le bureau d'étude sera évaluée comme indiqué dans le volet « **Critères détaillés de l'évaluation technique des offres** »

2.2 Expérience du bureau d'études: L'expérience minimum exigée pour le bureau d'études est de **cinq (05) ans**.

2.3 Structure d'appui et outils de travail : Le bureau d'études devra présenter dans son offre en plus des exigences de l'étude (experts principaux), les moyens humain et outils d'appui pour la mise en œuvre de l'étude :

- Les personnels d'appui : secrétaire, experts d'appui aux experts principaux, etc....
- Les moyens matériels : matériels roulants, logiciel et matériels informatiques,

2.4 Planning des activités et Plan d'intervention du personnel (Plan de travail) : Le planning des activités et le chronogramme d'intervention du personnel permettent d'identifier :

- Les différentes phases, les interventions prévues, leurs durées respectives et leurs interdépendances ;
- Les délais pour discussions et soumission des rapports ;
- La durée d'intervention et les tâches assignés à chaque expert ;
- La répartition des tâches des experts en homme/mois ainsi que les périodes prévues pour les déplacements sur terrains.

2.5 Qualification des experts : L'évaluation des experts se base sur la note qui leur sera attribuée, cette dernière représentée dans le modèle ci-dessous, dépend de:

- La qualification et la compétence : diplôme obtenu
- L'expérience professionnelle générale : nombre d'année d'expérience
- L'expérience professionnelle spécifique : nombres et pertinences des études réalisées par l'expert

L'équipe qui sera chargée de l'étude doit être composée comme mentionné ci dessous tout en spécifiant également la durée d'intervention de chaque personnel par **spécialité**:

- 1- Aménagement CES (Chef d'Equipe)
- 2- Agro-Pédologue
- 3- Agroéconomie
- 4- Géomaticien

L'équipe d'experts principaux exigée par le cahier des charges peuvent être consolidée et appuyée par autant de spécialistes et techniciens dans des disciplines connexes au projet, que le bureau d'études juge indispensables pour la bonne réalisation de l'étude.

Tous les membres de l'équipe devraient avoir des compétences analytiques et de communication forte.

Dans la mesure du possible l'étude sera conduite par une équipe mixte, de femmes et d'hommes

L'expert(e) devra remplir les conditions **minimales exigées** suivantes :

2.5.1 Chef d'Equipe /Expert(e) Aménagiste CES : L'expert(e) doit avoir une formation comme Ingénieur en CES ou en Génie Rural avec une bonne expérience dans la gestion des ressources naturelles et le développement rural agricole notamment en matière d'aménagement et de conservation des terres agricoles. Il doit maîtriser l'approche participative intégrée. Avec une expérience générale supérieure ou égale à sept **(07 ans)**.

Il devrait par ailleurs avoir des compétences particulières dont :

- Excellente maîtrise de la langue française, à l'oral et à l'écrit.
- Capacité confirmée au travail en équipe
- Bonne aptitude à gérer la communication dans un contexte multisectoriel et multi-acteurs
- Maîtrise de la coordination d'une équipe pluridisciplinaire,
- Evaluation des projets de développement et de gestion des ressources naturelles,
- Evaluation et quantification des risques d'érosion,
- Elaboration des plans d'aménagements antiérosifs intégrés
- Elaboration des études hydrologiques des bassins versants,

2.5.2 Expert(e) en sciences des sols : Il doit avoir une formation comme Ingénieur en sciences pédologiques, agronomie, sciences de la vie et de la terre ou disciplines apparentées avec une expérience générale supérieure ou égale à cinq **(05ans)**.

Il doit avoir une connaissance solide dans le domaine de l'agronomie et la gestion des ressources naturelles.

Il doit également avoir les compétences particulières suivantes :

- Une excellente maîtrise de la langue française
- Diagnostic des différentes formes de la dégradation des sols ;
- Evaluation du risque de l'érosion hydrique ;
- Evaluation des potentialités et des contraintes édaphiques des sols en vue de développement agricole ;
- Classification des terres selon leurs vocations agricoles,
- Capacité confirmée au travail en équipe ;

2.5.3 Expert(e) agroéconomique : Il doit avoir une formation comme Ingénieur en agroéconomie avec une expérience générale supérieure ou égale à cinq **(05 ans)**.

Il doit également avoir les compétences particulières suivantes :

- Une excellente maîtrise de la langue française
- Capacité confirmée au travail en équipe ;
- Maîtrise des principes de l'approche participative et de l'analyse systémique,
- Analyse socioéconomique dans des projets de développement rural ;
- Maîtrise des outils et techniques d'animation rurale ;
- Evaluations des projets de développement ;

2.5.4 Expert(e) en géomatique : Il doit avoir une formation universitaire de **3 ans au moins**, et faire preuve d'une expérience justifiée en géomatique, et une expérience générale pas moins de **cinq ans (5ans)**

Il doit avoir les compétences particulières suivantes :

- Une excellente maîtrise de la langue française
- Capacité confirmée au travail en équipe ;
- Conception des bases de données géo-spatiales et des modèles conceptuels des données,
- Cartographie numérique,
- Analyse spatiale multicritères,
- Traitement des images satellitaires

Article 3 : Consistance et déroulement de l'étude : Compte tenu des préoccupations énumérées plus haut, la méthodologie à proposer par le bureau d'études pour l'élaboration de l'étude de planification des aménagements CES doit considérer nécessairement les trois (3) phases suivantes :

Pour l'élaboration de l'étude, le bureau d'étude doit considérer nécessairement la durée fixée par l'administration pour l'établissement de l'étude qui est de **trois cent(300) jours**. Ce délai ne tient pas compte du temps nécessaire à l'administration pour formuler les commentaires sur les différents rapports (20 jours).

Le délai est réparti entre les étapes comme suit :

- Phase 1 : Diagnostic (120 jours);
- Phase 2 : Priorisation (60 jours) ;
- Phase 3: Planification et évaluation du plan ACTA (120 jours) ;

L'administration mettra à la disposition du Bureau d'Etudes retenu toutes les données, tous les documents et toutes les informations en sa possession. Elle lui fournira l'appui nécessaire (lettre d'introduction, etc.) afin de remplir les obligations de sa mission dans les meilleurs délais.

3.1 Phase1 : Diagnostic

Préparation : dans cette étape préliminaire le bureau d'études est appelé à élaborer la méthodologie à proposer pour l'élaboration de l'étude de planification d'aménagement et de conservation des terres agricoles. La méthodologie sera présentée et discutée en présence des différents partenaires.

L'analyse porte sur les aspects liés au milieu biophysique, institutionnel, socioéconomique et environnementaux, intervenant dans l'apparition des différentes formes de la dégradation du milieu, en particulier l'érosion hydrique. Elle intéresse aussi l'évaluation du risque et de l'impact de dégradation du milieu si aucune mesure antiérosive n'est entreprise et tenant compte des effets des extrêmes climatiques.

Il doit être dynamique se basant sur toutes les informations actualisées (cartes, photos aériennes, statistiques,), systémique basée sur la concertation et l'animation des acteurs à différents niveaux est à adopter.

Le diagnostic ressortira les faiblesses et les opportunités de développement agricole en relation avec les ressources naturelles. Une analyse SWOT est demandée pour proposer un aménagement adéquat. Cette analyse porte essentiellement sur les domaines suivants :

3.1.1. Situation géographique et découpage administratif des zones d'études :

Dans cette étape, il s'agit de décrire :

- La position géographique du gouvernorat en indiquant les limites Nord, Est, Ouest et Sud,
- L'ensemble des délégations appartenant au gouvernorat et leurs caractéristiques (superficie, taille des populations) ;
- L'ensemble des municipalités appartenant au gouvernorat et leurs caractéristiques (superficie, taille des populations) ;
- L'ensemble des secteurs appartenant à chaque délégation.

Cette étape a pour objet de présenter le découpage administratif qui servira à organiser la collecte des données, en particulier socio-économiques, et conduire les extrapolations spatiales nécessaires pour l'étude.

3.1.2. Le milieu biophysique et environnemental :

L'analyse du milieu biophysique et environnemental sera appuyée par des enquêtes de terrain et des traitements des photos aériennes et/ou images satellitaires. L'analyse porte sur :

- La délimitation des bassins et sous bassins versants homogènes en commun accord avec l'administration et leurs caractéristiques
- La caractérisation du régime climatique, la variabilité spatiotemporelle et les tendances climatiques;
- L'hydrologie et l'hydrogéologie du milieu :
 - ✓ L'hydrologie (apports, débits, bilans, par sous bassins versant), les formules utilisées doivent être bien choisies selon leur contexte d'application. L'étude hydrologique tiendra compte des effets du changement climatique.
 - ✓ L'hydrogéologie: inventaire des nappes (Under Flow, phréatiques, profondes), des réserves disponibles pour l'exploitation, qualité des eaux, niveau d'exploitation, zones de recharge. Une analyse de l'évolution de l'exploitation actuelle et des risques de surexploitation tenant compte des effets du changement climatique.
- La géologie, géomorphologie et la pédologie du gouvernorat ;
- Caractérisation du relief en ayant recours à l'utilisation du modèle numérique de terrain de haute résolution ;
- L'occupation du sol, utilisation des terres agricoles et aptitudes des sols ;
- Les principaux écosystèmes, leurs caractéristiques et leurs particularités ainsi que leurs états d'exploitation ;
- L'érosion: étude détaillée spécifiant les différents types d'érosion, l'importance par type et par bassin versant (photos d'illustration de terrain) ;

- Etat environnemental (pollution, dégradation, causes et conséquences).

L'analyse du milieu physique a pour objet la description des caractéristiques de ce milieu ayant une relation avec la conservation des eaux et du sol. Cette analyse sera faite en commun accord avec l'arrondissement CES, ainsi que les autres services techniques du CRDA, et notamment les arrondissements Sols, Ressources en Eau et Forêts, etc... Elle intéresse en particulier :

- La subdivision du gouvernorat en bassins versants et en sous-bassins versants et la détermination de leurs principales caractéristiques et spécificités. En cas où les bassins versant dépassent les limites administratives du gouvernorat, l'étude tiendra compte de la totalité des superficies des bassins versant, cependant, seule la partie incluse dans le gouvernorat sera considérée dans le plan d'aménagement,
- Les données climatiques: pluies, températures, évaporation, vents, fréquence et intensité des événements climatiques extrêmes et leurs impacts. Il faudra mettre l'accent sur l'irrégularité de la pluie et sa répartition dans l'espace et dans le temps, les intensités des pluies, les tendances des températures extrêmes (min et max) et l'évaporation,
- Le réseau hydrographique: réseau des cours d'eau actualisé, densité, profils, etc... ;
- La géologie - géomorphologie - pédologie: nature des sols, nature des roches mères, état de surface des sols, aptitude des sols, indice d'érodabilité, etc.,
- L'hydrologie (apports, débits, bilans, par sous bassins versant): les formules utilisées doivent être bien choisies selon leurs contextes d'application. L'étude hydrologique tiendra compte des effets des changements climatiques. Cette analyse servira dans la proposition des aménagements CES comme mesure d'adaptation aux changements climatiques ;
- L'hydrogéologie: inventaire des nappes (Under Flow, phréatiques, profondes), des réserves disponibles pour l'exploitation, qualité des eaux, niveau d'exploitation, zones de recharge. Une analyse de l'évolution de l'exploitation actuelle et des risques de surexploitation tenant compte des effets des changements climatiques,
- Le relief : différentes unités de relief, pentes, orientations, etc... seront déduites à l'aide d'un modèle numérique de terrain, de haute résolution.
- L'occupation du sol (différents types et superficie de chaque occupation du sol par BV, densité, etc.) en se basant sur une analyse évolutive sur la base des images satellites, cartes, photos aériennes, statistiques, enquêtes ou autres sources d'information afin de dégager les éventuels changements de l'utilisation des sols, et les possibles dégradations du couvert végétal.
- Les principaux écosystèmes, leurs caractéristiques et leurs particularités ainsi que leurs états d'exploitation.
- L'érosion: le bureau d'études présentera pour validation la méthode d'évaluation et l'outil de quantification de l'érosion qu'il compte adopter. Il entreprendra par la suite l'étude détaillée spécifiant les différents types d'érosion, l'importance par type et par bassin versant (photos de démonstration), le bilan actualisé. Les résultats seront intégrés dans la base de données numérique sous forme de cartes et de requêtes actualisables.

Le bureau d'études ressortira dans ces analyses les potentialités des ressources naturelles et les menaces de dégradation de ses ressources actuelles et projetées tenant compte des changements climatiques.

3.1.3. Les aspects socio-économiques et institutionnels

Le diagnostic des aspects socio-économiques et institutionnels concerne :

- L'analyse des parties prenantes : il s'agit d'effectuer la cartographie des différentes parties prenantes impliquées dans le développement à l'échelle régionale et l'analyse des rôles et des inter-relations qu'elles peuvent exister. L'analyse prend en compte les intérêts et les pouvoirs décisionnels des intervenants et :
 - ✓ L'identification des partenaires potentiels à engager dans le processus de concertation,
 - ✓ L'analyse des potentialités organisationnelles (GDA, coopératives, ONG et autres),
- Les données démographiques: analyse de l'évolution de la taille de la population et ses caractéristiques (organisation dans l'espace, répartition selon le genre, les classes d'âges, l'analphabétisme et taux de scolarisation, densité, accroissement, population active, flux migratoires, emploi, scolarisation, etc.) ;
- Les aspects fonciers : statut juridique des terres, taille moyenne des exploitations, morcellement, répartition de la propriété, etc. ;
- L'analyse de l'évolution des cultures pratiquées: superficies (en sec et en irrigué), rendements, assolements, facteurs de production utilisés, etc. ;
- Elevage : effectif, structure et taille moyenne des troupeaux, conduite du troupeau, mode d'affouragement, utilisation des parcours, bilan fourrager ;
- Analyse de la typologie des systèmes d'exploitation (analyse de la production animale, végétale et forestière), estimation de la valeur ajoutée globale, degré d'intégration des techniques antiérosives dans les systèmes de production ;
- Identification du changement des systèmes de productions entrepris par les agriculteurs suite aux effets observés du changement climatique ;
- Les revenus des ménages: estimation du montant et de la composition des revenus, etc ;
- Perception par la population de l'érosion : Le bureau d'études doit présenter une première matrice des indices présentant le niveau de perception de l'érosion par la population et une deuxième matrice des indices décrivant le degré de sensibilisation des agriculteurs et leur prédisposition à adhérer aux aménagement ACTA. Ceci doit être pris en compte dans et le choix des zones prioritaires et l'orientation des aménagements ;
- Perception de la population des effets des changements climatiques et leur modes d'adaptation en relation avec l'exploitation des ressources naturelles en vue d'évaluer le niveau de sensibilité des agriculteurs aux changements climatiques et leur disposition à s'engager dans une perspective de long terme.
- Le bureau d'étude développera dans cette partie une réflexion concertée autour de l'ancrage institutionnel et la gouvernance des projets de développement à l'échelle régionale et territoriale en liaison avec les changements suite aux directives de la nouvelle constitution (décentralisation, développement communautaire, etc.).

3.1.4. Les aspects liés au genre, en particulier les femmes : Il est attendu que le BE réalise une analyse sur le genre ainsi que sur les obstacles spécifiques liés aux femmes en relation avec l'accès aux fonds et aux RN.

A cette fin, des enquêtes de terrain seront réalisées sur un échantillon représentatif de la population. Les différentes rubriques et le contenu des enquêtes doivent être préalablement discutés et validés par le CRDA de Sfax.

3.1.5. Les travaux de CES existants : Le bureau d'études effectuera un inventaire des travaux de conservation des eaux et du sol existant et de bonnes pratiques adoptées dans l'objectif d'une analyse du fonctionnement hydrologique et de la portée socio-économique de ces ouvrages. Dans ce sens, il fournira pour chaque ouvrage son importance, type, origine (administrations ou particuliers), état, localisation sur carte, étude critique et évaluation de la robustesse des ouvrages existants par rapport aux extrêmes climatiques antérieures. Une attention particulière sera accordée aux ouvrages de recharge par la mise à profit des données piézométriques et hydrogéologiques dans la zone d'intervention.

Le bureau d'études est appelé à analyser les acquis et les défaillances des aménagements réalisés, de spatialiser tous les aménagements CES existants et leurs états. Aussi le bureau d'étude devra présenter une proposition de réhabilitation des aménagements endommagés (avec estimation du coût de réparation).

A ce niveau, le Bureau d'Etudes est tenu d'élaborer les cartes suivantes:

1. Une carte de base qui va servir de fond cartographique pour les différentes cartes thématiques (limites administratives, infrastructure routière, villes et agglomérations, réseau hydrographique, etc.) format A3 ;
2. Carte de relief, de pentes, des orientations déduites à partir du modèle numérique de terrain (M.N.T) format A3 ;
3. Carte du Réseau hydrographique et limites des bassins versants (annotation des oueds, zones humides, infrastructures hydrauliques, etc.) format A3 ;
4. Carte d'occupation des sols (actualisée à partir des images satellitaires récentes) format A3 ;
5. Carte des classes des sols et leurs aptitudes format A0;
6. Cartes des nappes phréatiques et profondes (indication de l'état d'exploitation, qualité des eaux, zones de recharge, ouvrages de recharges existants, etc.) format A3;
7. Carte de localisation des travaux antiérosifs existants (indiquer l'état des ouvrages et ressortir les ouvrages à réhabiliter) format A0 ;
8. Carte de statut foncier, systèmes d'exploitation des terres et typologie des exploitations agricoles format A3;
9. Carte de la dégradation des ressources naturelles (eau sol et couvert végétal) format A3 ;
10. Carte de risque à l'érosion hydrique format A0;
11. Carte des potentialités de développement agricoles format A3 ;
12. Copie des fiches d'enquête socio-économique.

Les cartes format A3 seront insérées dans le document et les cartes format A0 seront livrées dans un document « Annexe carte ». L'échelle cartographique des unités spatiales sera la plus fine possible pour la planification régionale.

3.2 Phase 2 : Priorisation

La priorisation permettra d'orienter l'intervention décennale ACTA tout en tenant compte des orientations stratégiques de l'ACTA et des opportunités/atouts de développement agricoles régionales.

La priorisation des zones d'intervention devra être faite par une analyse multicritères et selon une démarche participative (identification des critères par objectif et pondération entre critères). Le bureau d'études est demandé de bien choisir et formuler les critères de priorisation.

Ces critères de priorisation permettront d'établir *une situation de référence* qui servira pour le suivi et l'évaluation du plan ACTA projeté.

Cette priorisation sera faite en deux temps :

3.2.1 Priorisation par objectif

Pour chaque objectif recherché on identifie les zones prioritaires d'intervention. Le résultat de chaque priorisation sera représenté sur carte à part et selon 3 catégories de classes de priorisation tout en se référant aux orientations stratégiques.

3.2.2 Priorisation globale

C'est une synthèse des priorisations par objectif qui fait ressortir les zones d'intervention où se regroupent les conditions nécessaires pour atteindre plusieurs objectifs à la fois. Un classement en fonction du nombre d'objectifs intersectés sera considéré dans la priorisation globale.

Cette priorisation globale servira pour la programmation décennale de l'animation dans les zones prioritaires et permettra d'aider la population à s'organiser et faire émerger les PADITs (projet d'aménagement et développement intégré territoriale)

La priorisation globale arrêtée lors de cette phase permettra de classer les zones d'intervention ACTA par ordre de priorité en vue de dégager les aires du futur plan ACTA décennal.

Au terme de cette phase les cartes suivantes sont exigées;

1- Carte de priorisation par chaque objectif format A3 ;

2- Carte de priorisation globale décennale format A0.

La priorisation permettra d'orienter l'intervention décennale des actions CES et sera faite à la base des orientations stratégiques de l'ACTA et des opportunités de développement régionales. Une démarche multicritères et participative est exigée. Le bureau d'étude est demandé de bien formuler les critères de priorisation et de pondération.

Les résultats de l'analyse de la priorisation seront spatialisés par orientation et globale (intersection de priorisation par des orientations).

Les zones d'intervention prioritaires retenues qui groupent le maximum des objectifs seront adaptées à la finalité recherchée et aux orientations spécifiques des projets à mettre en œuvre.

L'objectif de l'intervention CES n'est pas de se lancer dans la réalisation d'un grand nombre d'ouvrages sur tout le territoire comme ce fut le cas pour les deux stratégies précédentes, mais de cibler les réalisations en fonction des degrés d'adhésion des bénéficiaires aux processus d'aménagement.

Les interventions CES comme indique dans la stratégie ACTA horizon 2050 seront mis en œuvre comme suit :

- ✓ Sur les zones prioritaires dans le cadre de Projet d'Aménagement et de Développement Intégré des Territoires (PADIT) en intervenant de façon transversale dans une approche de développement rural (meilleures efficacité et efficience) et en incluant dans la réalisation du projet, le processus d'entretien des ouvrages par une structure de gestion porteuse de projet.
- ✓ Pour une intervention ponctuelle sur l'ensemble du territoire, visant à traiter des cas spécifiques tels que :
 - La réhabilitation d'ouvrages défectueux pouvant menacer les populations ou des infrastructures ;
 - La réalisation de nouveaux ouvrages revêtant un caractère d'urgence.

Et à préciser que la priorisation globale est destinée à orienter la planification de l'animation rurale afin d'accompagner les initiatives locales visant à développer les atouts des territoires ruraux vulnérables dans le respect de la bonne gestion des ressources naturelles.

Les critères de priorisation sont donc définis en tenant compte des spécificités régionales et des orientations stratégiques de l'ACTA (voir introduction) selon une démarche multicritère faisant intégrer toutes les parties prenantes. Une fois définis, les critères choisis seront soumis à la pondération, laquelle dépend non seulement des orientations stratégiques nationales mais également des spécificités régionales (social, économique et environnemental).

3.3 Phase 3 : Planification stratégique et évaluation du plan décennal ACTA

3.3.1 Planification stratégique ACTA

La planification stratégique sera faite dans une vision d'assurer un développement durable des territoires ruraux à travers une bonne gouvernance des ressources naturelles et en tenant compte des changements climatiques. C'est une vision prospective d'aménagement des terres agricoles et de gestion des ressources naturelles du gouvernorat à long terme.

L'intervention ACTA n'est plus de se lancer dans la réalisation d'un grand nombre d'ouvrages sur tout le territoire, mais de cibler les aménagements dans des projets d'aménagement et de développement intégrés des territoires (PADIT) dans les bassins prioritaires définis en fonctions des objectifs stratégiques tout en tenant compte des modalités d'intervention de l'ACTA à savoir :

- Intervention sur tout le territoire (gouvernorat)
- La réhabilitation d'ouvrages ou des infrastructures défectueux pouvant menacer les populations
- La réalisation de nouveaux ouvrages revêtant un caractère d'urgence.
- Au niveau des zones prioritaires sous forme des PADITs.

La planification stratégique ACTA prévu devra tenir compte de nouveaux défis qui se présentent à savoir :

- L'adaptation aux changements climatiques : Les interventions ACTA peuvent permettre de mitiger certains effets des changements climatiques, en particulier la lutte contre l'érosion hydrique et la perte de terres agricoles, la conservation et l'augmentation des réserves en eau, l'atténuation des impacts sur l'agriculture à travers l'adaptation des techniques culturales, etc.
- La protection de la biodiversité : Les aménagements prévus peuvent contribuer à la préservation des écosystèmes, par exemple la fixation biologique des ravins et autour des lacs collinaires, la création de points d'eau pour la faune sauvage etc.

La planification ACTA devra favoriser les techniques développées localement ainsi que celles pouvant être reproduites à l'échelle des exploitations agricoles par la population. Le plan d'intervention doit être élaboré et justifié sur la base de l'intégration et la faisabilité des aménagements ACTA tout en tenant compte des capacités humaines et financières régionales. Il doit spécifier en outre les moyens matériels et humains nécessaires pour l'exécution.

Le Bureau d'étude en fonction de ce qui se précède, présentera les orientations stratégiques régionale ACTA à long terme (horizon 2050).

3.3.2 Plan d'intervention décennale ACTA

Le bureau d'étude devra présenter un plan d'intervention décennale ACTA selon les modalités d'intervention de l'ACTA et en se basant sur les résultats de la phase priorisation. Les composantes de ce plan seront regroupées comme suit :

- ***Gestion de la ressource en eau***
 - ✓ Recharge des nappes
 - ✓ Lutte contre le ravinement et ses conséquences notamment l'envasement des retenues
 - ✓ Action sur les voies d'eau en concertation avec la DGRE et la DGBGHT
 - ✓ Mobilisation de ressources en eau complémentaires
- ***Conservation et valorisation des sols à vocation agricole***
 - ✓ Soutien à l'agriculture pluviale
 - ✓ Conservation des sols sur les zones à potentiel agronomique prouvé
 - ✓ Valorisation des lacs collinaires exploitables en agriculture
 - ✓ Valorisation des bas-fonds humides
 - ✓ Aménagement foncier conjugué aux actions de CES
 - ✓ Contribution à l'augmentation des ressources fourragères
 - ✓ Valorisation des zones pastorales autour des sebkhas
 - ✓ Protection de la biodiversité et adaptation aux changements climatiques

Le plan d'intervention décennal devra tenir compte de la :

- Capacité de mise en œuvre de l'administration ;
- Cohérence spatiotemporelle de la mise en œuvre.

Le bureau d'études présentera également les mesures d'accompagnement nécessaires pour la mise en œuvre du plan décennal ACTA à savoir :

- Renforcement des capacités humaines ;
- Sensibilisation, communication et vulgarisation;
- Renforcement des moyens matériels;
- Un prototype de système de suivi évaluation.

Pour l'identification du plan décennal de mise en œuvre des PADITs, le bureau d'études devra :

- Développer une réflexion concertée pour arrêter les critères d'identification d'un PADIT;
- Identifier des requêtes de PADITs (à ce niveau le BE est tenu de localiser et présenter au minimum cinq notes conceptuelles)
- Pour chaque PADIT, identifier les partenaires et une estimation du coût;
- Tenir compte dans la proposition des PADITs des projets en cours et planifiés ;
- identifier les aménagements d'urgence et de protection ;
- Donner des propositions de financement des actions d'aménagement (bailleurs de fonds éligibles pour les actions proposées)
- Présenter le plan décennal ACTA.

3.3.3 Evaluation du plan d'intervention décennale ACTA

L'évaluation du plan d'intervention ACTA consiste à l'analyse de la pertinence du projet plan ACTA et à ressortir les effets directs et indirects. A titre non exhaustives :

• *Effets directs*

- ✓ Impact sur la mobilisation de la ressource en eau
- ✓ Impact sur la réduction du ravinement et la valorisation de l'eau
- ✓ Impact direct sur la production
- ✓ Augmentation du revenu par la valorisation des produits locaux
- ✓ Contribution des subventions aux revenus des exploitations
- ✓ Action sociale apportée par les chantiers

• *Effets indirects*

- ✓ Contribution à la préservation de l'environnement et l'amélioration de la biodiversité
- ✓ Maintien de la population sur le territoire
- ✓ Contribution à l'adaptation aux changements climatiques
- ✓ Contribution à la lutte contre les inondations

Le Bureau d'études développera une réflexion pour le suivi-évaluation des résultats et des impacts du plan décennal ACTA : Il est appelé à :

- Proposer des indicateurs d'évaluation, les modalités et fréquences de calcul; les outils de mesures etc.
- Etablir une situation de référence ;
- A la fin de cette phase de l'étude, un plan ACTA sera arrêté et justifié par une évaluation de la pertinence.

Le bureau d'études fournira en plus :

1. Les notes conceptuelles des futurs PADITs ;
2. La carte de zonage des PADITs;

3. Brochures de présentation du projet Plan ACTA (contenant la vision régionale de développement, potentialités et dégradation ressources naturelles, composantes du plan décennale ACTA, etc.),
4. Les bases de données numériques et leurs modèles conceptuelles, les requêtes spatiales, les matrices de décision qui ont servi pour l'élaboration de l'étude devront être livrées à l'administration.
5. Tous les rapports de l'étude sous format numérique

Article 4 : Rapports, livrables et chronogramme de l'étude : Selon le chronogramme ciblé par le Maître d'ouvrage, et comme indiqué dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P), le présent Mandat est prévu de se dérouler sur une période maximale de *trois cent (300) jours*, ce délai est réparti entre les étapes comme suit :

- Phase 1 : diagnostic, en deux sous-phases (120 jours).
- Phase 2 : priorisation (60 jours)
- Phase 3 : planification et évaluation (120 jours)

L'administration mettra à la disposition du Bureau d'Etudes retenu toutes les données, tous les documents et toutes les informations en sa possession. Elle lui fournira l'appui nécessaire (lettre d'introduction, etc.) afin de remplir ses obligations de sa mission dans les meilleurs délais.

Des rapports et livrables devront être remis à l'administration selon un planning préétabli et validé par le maître d'œuvre pendant le démarrage de mise en œuvre du contrat et actualisé si nécessaire.

En sus des documents, rapports, courriers et résultats qui pourraient être précisés au titre de la mission du bureau, le contractant doit donc fournir au minimum les rapports et documents suivants:

Phases	Produits	Intitulé du rapport	Délai
Phase 1 : diagnostic	Produit 1 de la sous phase 1	<ul style="list-style-type: none"> Un rapport de premier établissement définitif détaillant la méthodologie à adopter durant cette étude en dix (10) exemplaires + rapport provisoire en 5 exemplaires. 	120 j
	Produit 2 de la sous phase 2	<ul style="list-style-type: none"> Un rapport en version définitive (cartes, copie des fiches d'enquête socio-économique et autre annexe comprises) du diagnostic de l'analyse de la situation actuelle en dix (10) exemplaires+ rapport provisoire en 5 exemplaires. 	
Phase 2 : priorisation	Produit 3	<ul style="list-style-type: none"> Un rapport de priorisation des zones d'intervention ACTA en version définitive (cartes comprises) en dix (10) exemplaires + rapport provisoire en 5 exemplaires. 	60j
Phase 3 : planification et évaluation	Produit 4	<ul style="list-style-type: none"> Un rapport de planification et d'évaluation du plan d'action ACTA (cartes comprises + notes conceptuelles des futurs PADITs) en dix (10) exemplaires + rapport provisoire en 5 exemplaires. 	120 j

N.B. : Tous les documents fournis (rapports, cartes) doivent être de qualité supérieure, suffisamment clairs avec une bonne présentation: la couverture du rapport et les cartes seront en couleur, les différentes photos seront en couleurs, le papier utilisé sera du type extra...).

En plus le soumissionnaire est appelé à :

- Remettre des rapports provisoires sous format numérique avant les réunions et les ateliers de travail;
- Remettre les rapports sous forme de fichiers électroniques (format Word et Pdf) ;
- Fournir les bases de données et le modèle conceptuel (MCD) élaborés ;

- Livrer les fiches de l'enquête socio-économique, les procès-verbaux des réunions, les comptes rendu des ateliers, les présentations (ppt).
- Livrer les documents de formation et les présentations (20 copies papiers et numériques).

Il est à signaler que :

- ✓ Les couvertures des données spatiales doivent être sous format SHP ;
- ✓ Toutes les couvertures doivent avoir une topologie correcte ;
- ✓ Le système de référence doit être selon le système des coordonnées UTM origine Carthage (zone 32)
- ✓ Les photos planes qui vont servir pour l'étude devront être prises des couvertures satellitaires les plus récentes.

Article 5 : Formation et transfert de compétences : Le bureau d'études est tenu d'assurer le transfert de compétences et la formation de l'équipe de travail du CRDA, afin que cette équipe puisse être en mesure d'assimiler les rapports et les outils utilisés pour l'élaboration de l'étude, et particulièrement :

1. Les thématiques qui se rapportent à la priorisation des zones d'intervention par analyse multicritères participatives ;
2. L'identification des PADITs ;
3. L'évaluation du plan d'action ACTA.

Pour assurer cet objectif le bureau d'études doit prévoir :

- Des présentations des approches utilisées lors des ateliers organisés,
- Une formation spécifique pour dix (10) *cadres techniques de l'administration* sur les différents outils, approches utilisés dans l'étude (diagnostic, priorisation, planification, etc.). Cette formation aura lieu dans un local adapté pendant **trois (03) jours** à la charge du bureau d'études, avant la fin de l'étude au gré de l'administration (Hôtel 3* ou plus).

Cette formation servira dans le renforcement des capacités des cadres techniques et sera définie et programmée en commun accord avec l'administration.

Article 6 : Ateliers et séminaires : Le bureau d'études prendra en charge l'organisation des ateliers et des séminaires suivants, et ce en fonction de l'avancement de l'étude :

Phases	Ateliers / Réunions	Sujet
Phase 1 : Diagnostic	Réunion de démarrage au CRDA	Réunion de démarrage de l'étude au cours de laquelle sera discuté le produit 1 de l'étude et arrêté les points suivant : <ul style="list-style-type: none"> o La méthodologie o Présentations des experts o Le planning de l'étude o Données à fournir par l'administration
	Atelier 1	Un atelier de présentation et discussion du rapport de diagnostic (produit 2)
Phase 2 : Priorisation	Ateliers 2	Un atelier de présentation et de discussion du rapport de priorisation (produit 3)
Phase 3 : Planification et évaluation	Ateliers 3	Un atelier de présentation et discussion du rapport de planification (produit 4).

Il est à noter que :

- a. Le bureau d'étude prendra en charge l'organisation des ateliers aux quels seront invités trente **(30) participants pour chaque atelier**, dans un hôtel 3* ou plus
- b. Les ateliers seront organisés en fonction de l'avancement de l'étude et après le dépôt des différents rapports provisoires selon le phasage de l'étude. Les dates et les lieux seront déterminés en commun accord entre le bureau d'études et l'administration
- c. Organisation / logistique : (serviette, stylos, bloc note, brochures présentant un résumé..), pause café et déjeuner.
- d. Des réunions avec le bureau d'études seront programmées par l'administration au cours de l'étude pour le suivi et l'évaluation des rapports, la programmation des ateliers et la coordination du travail.
- e. La durée de chaque atelier est d'une **journée**,
- f. Lors de ces ateliers, le bureau d'études procédera à la présentation des rapports de l'étude, et assurera l'animation des groupes de travail et la rédaction des procès-verbaux.
- g. Tous les membres de l'équipe des experts du bureau d'études sont tenus à participer aux réunions, et ateliers.
- h. **Un compte rendu de l'atelier détaillé sera préparé par le bureau d'études**

DRESSE PAR
LE DIRECTEUR GENERAL
DU CRDA DE SFAX

LU ET ACCEPTE PAR
LE SOUMISSIONNAIRE

ANNEXES

Annexe n°01	Modèle de soumission
Annexe n°02	Modèle de bordereau des prix
Annexe n° 03	Détail estimatif
Annexe n°04	Modèle de cautionnement définitif (Modèle d'engagement d'une caution personnelle et solidaire)
Annexe n°05	Déclaration sur l'honneur de non influence
Annexe n°06	Modèle de déclaration de disponibilité (de chaque expert principal)
Annexe n°07	Moyens humains et logistique à employer pour la réalisation de l'étude
Annexe n°08	Planning des interventions
Annexe n°09	Fiche de renseignements généraux sur le soumissionnaire

N.B. : Les annexes sont à titre indicatif, le soumissionnaire doit bien présenter ses annexes en fonction du cahier des charges et de la méthodologie proposée.

Annexe n°1
MODELE DE SOUMISSION

Date :.....

A.O.N n° 09/2024

Je soussigné (Nom, Prénom et qualité)

Agissant au nom et pour le compte de du Bureau d'Etudes (Nom du bureau d'études, raison sociale, adresse du siège, montant du capital)..... En vertu des pouvoirs à moi conférés, inscrits au registre de commerce de sous le N°....., et à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, pour mon personnel, sous le N°

Après avoir examiné le Dossier d'Appel d'Offres N° 09/2024 lancé par le CRDA de Sfax relatif à la réalisation d'une étude de planification stratégique ACTA dans le gouvernorats de Sfax ;

Après avoir reconnu la nature de l'étude à établir et les moyens humains et matériels nécessaires, me soumetts et m'engage à exécuter l'étude suivant les règles de l'Art, et ce conformément aux conditions annoncées dans le cahier des clauses administratives et financières et aux termes de référence moyennant une rémunération déterminée suivant un détail estimatif joint à mon offre et dont j'ai arrêté la somme toutes taxes comprises de (prix total de la soumission en chiffres et en lettres).....

- Montant total H.T.V.A. :

- Montant total de la T.V.A.:

Je m'engage sur les termes de cette offre et reste lié par ma soumission pendant une période de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date fixée pour le lendemain de la réception des offres. L'offre continuera à nous engager et pourra être acceptée à tout moment avant la fin de cette période.

Jusqu'à ce qu'un marché en bonne et due forme soit préparé et signé, la présente soumission, complétée par votre acceptation écrite dans votre notification d'attribution du marché, constituera un contrat nous obligeant réciproquement.

L'Administration se libérera des sommes dues par elle, au titre du marché, en faisant donner crédit au compte courant N°..... ouvert au nom de à (Désignation de l'établissement bancaire).

Le Bureau d'études

Matricule fiscale :

Adresse du siège social:

N° d'affiliation à la CNSS:

Téléphone:

Fax :

Fait à le

Le soumissionnaire
(Signature, nom et qualité, cachet)

Annexe n°2

Bordereau des prix et Devis estimatifs

Phases	Rapports et ateliers	Unité	Montant H.T.V.A. en D.T.	Montant T.V.A. en D.T.	Montant Total T.T.C. en D.T.
Phase 1 Diagnostic	<ul style="list-style-type: none"> Produit 1 : Un rapport du premier établissement : Méthodologie Réunion au CRDA de démarrage de l'étude (présentation et discussion du rapport de premier établissement) Produit 2 : un rapport de diagnostic Forfait :	F.F			
	Atelier1 : Un atelier de présentation et discussion du rapport de diagnostic Forfait :	F.F			
	Sous total phase 1				
Phase 2 priorisation	Produit 3 : Un rapport de la priorisation Forfait :	F.F			
	Ateliers 2 : Un atelier de discussion et de présentation du rapport de la priorisation Forfait :	F.F			
	Sous total phase 2				
Phase 3 Planification	Produit 4 : Un rapport de planification Forfait :	F.F			
	Ateliers 3 : un atelier de présentation et discussion du rapport de planification Forfait :	F.F			
	Formation : Transfert de compétence pour 10 cadres/3j Forfait :	F.F			
	Sous total phase 3				
Total général					

Arrêté le présent *Devis estimatifs* à la somme de (TTC)
 (En toute lettre).

Fait à, le

Signature et cachet

NB : Le montant total qui sera indiqué dans le présent bordereau des prix comprend tous les frais de l'étude, il doit être égal au montant global de la soumission

Annexe n°3
Sous-Détail des prix

		Phases	Phase I		Phase II		Phase III	
Désignation	Unité	PU HT	Quantité	Prix Partiel	Quantité	Prix Partiel	Quantité	Prix Partiel
Aménagiste CES	H/mois							
Agro-pédologue	H/mois							
Agro-économiste	H/mois							
Géomaticien	H/mois							
T1: Total experts principaux								
.....	H/mois							
.....	H/mois							
T2: Total personnel d'appui:								
Réunion au CRDA de démarrage	F.F							
Atelier 1	F.F							
Atelier 2	F.F							
Atelier 3	F.F							
T3: Total Ateliers								
T4 : Total Formation :								
Frais d'édition	F.F							
T5: Total des frais								
Total général: T1+T2+T3+T4+T5								
Prix total de l'étude (H.T.V.) en DT								
T.V.A. en DT								
Total (TTC) en DT								

Total rendu à l'administration en TTC

Fait à, le

Signature et cachet

Annexe n°4

Caution définitive

Modèle d'engagement d'une caution personnelle et solidaire à produire au lieu et place du cautionnement définitif (Marché assorti d'un délai de garantie et sans retenue de garantie)

Je soussigné-nous soussignés (1) agissant en qualité de (2)

1) Certifie - certifions que (3) a été agréé par le Ministère de finance en application de l'article 113 du décret n°2014-1039 du 13 Mars 2014, portant réglementation des marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par les textes subséquents, que cet agrément n'a pas été révoqué, que (3) a constitué entre les mains du trésorier général de Tunisie suivant récépissé n°..... en date du; le cautionnement fixe de cinq mille dinars (5000 dinars) prévu par l'article 113 du décret susvisé et que ce cautionnement n'a pas été restitué.

2) Déclare me - déclarons nous, porter caution personnelle et solidaire (4), domicile à (5)
..... Au titre du montant du cautionnement définitif auquel ce dernier est assujéti en qualité de titulaire du marché n° Passé avec (6) en date du enregistré à la recette des finances (7) relatif à (8)

Le montant de cautionnement définitif, s'élève à 03% du montant du marché, ce qui correspond à Dinars (en toutes lettres), et à Dinars (en chiffres).

3) M'engage- nous engageons solidairement, à effectuer le versement du montant garanti susvisé et dont le titulaire du marché serait débiteur au titre du marché susvisé, et ce, à la première demande écrite de l'acheteur public sans que j'ai (nous ayons) la possibilité de différer le paiement ou soulever de contestation pour quelque motif que se soit et sans une mise en demeure ou une quelconque démarche administrative ou judiciaire préalable.

4) En application des dispositions de l'article 108 du décret n° 2014-1039 susvisé, la caution qui remplace le cautionnement définitif devient caduque à condition que le titulaire du marché se soit acquitté de toutes ses obligations, et ce, à l'expiration du délai de quatre mois à compter de la date de (9)

Si le titulaire du marché a été avisé par l'acheteur public, avant l'expiration du délai susvisé, par lettre motivée et recommandée ou par tout autre moyen ayant date certaine, qu'il n'a pas honoré tous ses engagements, il est fait opposition à l'expiration de la caution. Dans ce cas, la caution ne devient caduque que par main levée délivrée par l'acheteur public.

Fait à, le

(1) Noms et prénoms du ou des signatures

(2) Raison sociale et adresse de l'établissement

(3) Raison sociale de l'établissement

(4) Nom du titulaire du marché

(5) Adresse du titulaire du marché

(6) Acheteur public

(7) Indication des références d'enregistrement auprès de la recette des finances.

(8) Objet du marché

(9) Réception ou expiration du délai de garantie.

DECLARATION SUR L'HONNEUR DE NON INFLUENCE

Je soussigné, Monsieur/Madame , (Nom et prénom)
Agissant en qualité de *du bureau d'études*
Sis au Après
avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres N° 09/2024 lancé par le CRDA de Sfax relatif à la
réalisation d'étude de planification stratégique ACTA du Gouvernorat de *Sfax*, confirme n'avoir pas fait, et
m'engage de ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des
présents, en vue d'influencer sur les différentes procédures de conclusion du marché et des étapes de sa
réalisation.

Fait à le

Le soumissionnaire

(Nom et prénom, qualité du signataire, Signature légalisée, date et cachet)

Annexe n°6

Modèle de déclaration de disponibilité (de chaque expert principal)

Je soussigné (i), approuve et m'engage pour la participation en tant qu'expert en (ii)..... faisant partie de l'équipe des experts choisis par le bureau d'études (iii)....., pour la réalisation d'une étude de planification stratégique ACTA de Gouvernorat de *Sfax*, pour le compte du CRDA de Sfax et dans le cadre de l'appel d'offres N°09/2024,

Je confirme mon engagement que je suis disponible pour l'exécution des tâches, que nécessitent, l'élaboration d'une étude dans la limite de mon intervention et d'assister à toutes les réunions de discussion des rapports de l'étude. **Mon** présent engagement reste valable jusqu'à ce que l'offre du bureau d'études (iii), soit déclarée définitivement éliminée par l'administration ou jusqu'à ce que l'offre du bureau d'études en question soit retenue définitivement, auquel cas mon engagement se prorogera ipso facto jusqu'à la finalisation de l'étude matérialisée par la réception définitive de l'étude .

Je joins à cette déclaration mon C.V, et la note technique relative à mon champ d'expertise dans le cadre de l'étude comme demandé au cahier des charges.

Signature de l'expert

Avec la mention lu et approuvé

-
- (i) Nom et prénom de l'expert
 - (ii) Indiquer la spécialité
 - (iii) Indiquer le nom du bureau d'études

Annexe n° 7

Moyens humains et logistiques à employer pour la réalisation de l'étude

(Experts principaux, Personnel d'appui, et logistique)

1- Equipe des experts :

<i>Qualification</i>	<i>Durée d'intervention</i>	<i>Mission de l'expert (à l'étude)</i>	<i>Nom et Prénom de l'expert</i>	<i>Permanent ou temporaire</i>	<i>Diplômes</i>	<i>Pièces justificatives et annexes</i>
						<i>Joindre obligatoirement :</i> <i>- Une copie certifiée conforme à l'originale des diplômes.</i> <i>- Les CV avec signature légalisée des intéressés portant leur engagement pour toute la durée du marché.</i> <i>- note technique de l'expert</i> <i>- déclaration d'exclusivité et de disponibilité signée</i> <i>-répartition des tâches</i>

Joindre :

- ✓ *la note méthodologique du bureau d'études*
- ✓ *Structure d'appui et outils (personnelles d'appui, outils et matériels)*

2- Moyens humains et logistiques à employer pour la réalisation de l'étude

(Personnel d'appui)

<i>Qualification</i>	<i>Durée d'intervention</i>	<i>Mission de l'expert (à l'étude)</i>	<i>Nom et Prénom de l'expert</i>	<i>Permanent ou temporaire</i>	<i>Diplômes</i>	<i>Pièces justificatives et annexes</i>
						- Une copie certifiée conforme à l'originale des diplômes. - Les CV avec signature légalisée -répartition des tâches

3- Moyens matériels

<i>Moyens matériels</i>	<i>Le nombre demandé</i>	<i>Matériels proposés</i>	<i>justificatives</i>
• GPS professionnel millimétrique	01		- justification de la propriété ou de location ou d'engagement de fournir un GPS professionnel millimétrique pour la mission d'étude entraîne l'élimination de l'offre
• Caméra/appareil photo	01		
• Supports audio-visuels (Ordinateur portable, Data-Chow)	01		
• Logiciels	01		
• (01) Véhicule tout terrain,	01		

Annexe n°8

Planning prévisionnel des interventions

phases	Produits	Durée de la phase	Durée cumulée
Phase 1 : diagnostic : - Sous-phase 1 - Sous-phase 2	<ul style="list-style-type: none">– Rapport du 1^{ier} établissement– Rapport du diagnostic		
Phase 2 : priorisation	Rapport de priorisation		
Phase 3 : planification et évaluation	Rapports final définitif de planification		

Le bureau d'études établira son planning prévisionnel d'intervention pour la réalisation de l'étude selon un diagramme de Gantt, où il indiquera l'utilisation des moyens mis à la disposition des experts et le personnel d'appui pour la réalisation des différentes tâches séquentielles de l'étude.

Le bureau d'études tiendra en compte que les durées de vérification et discussion des différents rapports de l'étude par l'administration est de vingt (20) jours à compter de leur réception.

Annexe n° 9

FICHE DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LE SOUMISSIONNAIRE

Dénomination (en toutes lettres) du bureau d'études
.....
.....
Nature juridique
Nationalité
Activité
.....
N° d'inscription au registre de commerce
N° du code fiscal
N° d'affiliation à la CNSS
Adresse (complète)
..... Code postal
N° de téléphone
N° de Fax
Adresse électronique
Personne habilitée à signer l'offre
Agissant en qualité de

Fait à, le

Signature et cachet du bureau d'études